

MOUVEMENTS

CLÉS POUR L'ACTION POPULAIRE



LES MILLE VISAGES DE LA LUTTE INTERNATIONALE

FAIRE RENAÎTRE L'ESPOIR -LE SOULÈVEMENT « ZAN, ZENDEGI, AZADI » EN IRAN-UKRAINE :
LE SYNDICALISME EN TEMPS DE GUERRE-LE RÉVEIL DES LUTTES SOCIALES EN GRANDE-BRETAGNE-
VICTOIRE D'ÉTAPE POUR LES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES EN ESPAGNE-LES FÉMINISTES EN
PREMIÈRE LIGNE EN AMÉRIQUE LATINE-BRÉSIL : LULA PRÉSIDENT, UNE IMMENSE VICTOIRE
POPULAIRE-LA VICTOIRE HISTORIQUE DE PETRO EN COLOMBIE ET DE BORIC AU CHILI OUVRE UNE
NOUVELLE PHASE POUR LES CLASSES POPULAIRES EN AMÉRIQUE LATINE-SE MÉFIER DE L'EAU QUI
DORT : FAIRE PARLER LA SCIENCE POUR RÉVEILLER LES CONSCIENCES KINOISES -LE SRI LANKA
APRÈS LA CHUTE DU GOUVERNEMENT-LES DROITS HUMAINS N'ONT PAS DE PRIX !



ABONNEMENT

Éditeur responsable Céline Caudron
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
info@mocbxl.be

Mouvements

10 € / an sur le compte BE74 7995 5015 5407
mention «abonnement mouvements»

Impression et mise en page CF2m ASBL
avenue du Parc, 87-89
1060 Bruxelles



Avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles et de la Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles Capitale

culture.be

FAIRE RENAÎTRE L'ESPOIR	5
LE SOULÈVEMENT « ZAN, ZENDEGI, AZADI » EN IRAN	8
UKRAINE : LE SYNDICALISME EN TEMPS DE GUERRE	15
LE RÉVEIL DES LUTTES SOCIALES EN GRANDE-BRETAGNE	22
VICTOIRE D'ÉTAPE POUR LES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES EN ESPAGNE	26
LES FÉMINISTES EN PREMIÈRE LIGNE EN AMÉRIQUE LATINE	31
BRÉSIL : LULA PRESIDENT, UNE IMMENSE VICTOIRE POPULAIRE	36
LA VICTOIRE HISTORIQUE DE PETRO EN COLOMBIE ET DE BORIC AU CHILI OUVRE UNE NOUVELLE PHASE POUR LES CLASSES POPULAIRES EN AMÉRIQUE LATINE	41
SE MÉFIER DE L'EAU QUI DORT : FAIRE PARLER LA SCIENCE POUR RÉVEILLER LES CONSCIENCES KINOISES	48
LE SRI LANKA APRÈS LA CHUTE DU GOUVERNEMENT	52
LES DROITS HUMAINS N'ONT PAS DE PRIX !	57
AGENDA	63

« Mais, dans les décombres de jadis,
L'étincelle de fraternité couvait.
Elle couvait, elle attendait
Des mains fortes et hardies.
Elles vinrent. Alors jaillit,
Du plus profond des cendres,
La belle flamme, le cœur hardi,
Les yeux d'aigle intrépides.
Tu as allumé, ô sage,
Le flambeau de la liberté
Et de la vérité. »

« L'Hérétique », 1845,
du poète ukrainien Taras Chevtchenko

FAIRE RENAÎTRE L'ESPOIR

**Par Céline Caudron,
secrétaire fédérale du MOC Bruxelles**

Qu'elles aient permis de petites victoires, des changements plus profonds, ou qu'elles peinent à obtenir des avancées concrètes, les luttes multiformes visant l'émancipation des peuples et la justice sociale et écologique sont de vastes sources d'inspiration. Dans ce numéro de Mouvements réalisé en collaboration avec WSM, nous avons choisi de pointer quelques mobilisations à travers le monde qui, ces derniers mois, ont marqué par leur ampleur ou leur dynamique porteuse d'espoir.

Les crises multiples du capitalisme aujourd'hui à leur paroxysme détériorent nos conditions de vie et de travail de plus en plus rapidement. Les conséquences de la pandémie, du changement climatique, de la guerre et de la course folle de l'inflation pèsent sur les classes populaires. Et d'autant plus dans les pays tels que la RDC ou le Sri Lanka, englués dans un néocolonialisme qui les maintient en position de dépendance face aux grandes puissances de l'économie mondialisée.

Dans ce contexte exacerbé, la voie est toute tracée pour les politiques de droite et d'extrême droite qui en appellent à « l'effort collectif » et à la « paix sociale »

pour tenter de relancer de plus belle la machine de destruction de l'environnement et des droits sociaux et démocratiques. Mais un tel contexte

est aussi l'occasion d'élargir les brèches d'un système d'exploitation et d'oppressions qui démontre toutes ses limites. C'est particulièrement ardu pour le mouvement syndical ukrainien qui se trouve sur la ligne de crête entre résistance à l'envahisseur russe et résistance au gouvernement néolibéral de Zelensky.

Quand des révoltes populaires parviennent à surmonter l'apathie du fatalisme qu'elles s'appuient ou non sur un mouvement ouvrier organisé, sur une longue tradition de mobilisations et de résistances, ou sur la solidarité internationale, elles

se caractérisent souvent par un niveau d'auto-organisation élevé, au plus proche de la vie quotidienne dans les quartiers et sur les lieux de travail. Souvent aussi, comme en Iran, en Argentine ou au Chili, le mouvement des femmes est aux avant-postes et peut jouer un rôle d'entraînement pour d'autres mouvements sociaux et le monde du travail.

C'est un premier pas indispensable mais rien n'est encore gagné. Encore faut-il parvenir à s'organiser pour construire un rapport de force assez puissant face aux gouvernements d'austérité et à l'extrême droite. Et encore faut-il dégager des perspectives politiques porteuses d'espoir et

MAIS IL Y A LARGEMENT PARTOUT DANS LE MONDE, DU BRÉSIL À LA GRANDE-BRETAGNE, DE QUOI S'INSPIRER POUR LES LUTTES À MENER ET AMPLIFIER EN BELGIQUE AUSSI.

capables de concrétiser des changements structurels profonds pour rencontrer les aspirations sociales, démocratiques, environnementales

et émancipatrices des mouvements sociaux qui font l'histoire.

Il n'y a pas de recette miracle, ni de copié-collé possible. **Mais il y a largement partout dans le monde, du Brésil à la Grande-Bretagne, de quoi s'inspirer pour les luttes à mener et amplifier en Belgique aussi.** Il est grand temps, ici comme ailleurs, de faire renaître l'espoir chez la majorité de la population assommée par la colère ou par la peur face à l'explosion du coût de la vie et la destruction de la planète. Il est grand temps de construire une pression suffisante pour forcer une reprise en nos

secteurs essentiels et des richesses produites par notre travail.

Ici, la grève du 9 novembre a donné le ton : les syndicats sont capables de paralyser le pays et, dans le contexte actuel, ils rencontrent un soutien populaire bien plus important que d'habitude. Dans le même temps, comme le souligne la campagne « don't pay Belgique », beaucoup ne peuvent plus - ou ne veulent plus - payer leurs factures pour continuer à gonfler les profits des grosses entreprises reversés en dividendes astronomiques. Il est

possible d'articuler et de renforcer ces dynamiques, en multipliant des assemblées dans les quartiers et les entreprises pour s'organiser collectivement et en consolidant un plan d'action syndical pour augmenter nos salaires et allocations, diminuer les prix des biens de première nécessité, investir dans les services publics accessibles et de qualité, sortir l'énergie du marché et concrétiser la transition écologique. Les petits ruisseaux font les grandes rivières... Inspirons-nous mutuellement !



Manifestation à Téhéran, septembre 2022. Wikimedia Creative Commons.

LE SOULÈVEMENT « ZAN, ZENDEGI, AZADI » EN IRAN

Interview réalisée par
Gilles Maufroy
CIEP-MOC Bruxelles

Fariba est une exilée iranienne en Belgique. Elle est militante politique depuis 18 ans et aujourd'hui active dans le collectif « Zan, Zendegi, Azadi » (Femme, vie, liberté). Née à Téhéran dans une famille de la classe moyenne pratiquante, elle s'est politisée dans le mouvement étudiant et le mouvement des femmes et est devenue féministe et communiste, « parce qu'on ne peut pas être communiste sans lutter pour les droits et l'émancipation des femmes », dit-elle. Mouvements l'a rencontrée pour discuter du mouvement social de grande ampleur en Iran démarré par les femmes suite au meurtre de Jina (Mahsa) Amini perpétré en septembre par la « police de la moralité religieuse » du régime.

Mouvements : Pour commencer, quelles sont les principales caractéristiques du régime iranien ?

Fariba : Pour comprendre ce régime, il faut remonter à ses origines, il y a 43 ans. En 1979, la monarchie autoritaire du Shah, la dynastie des Pahlavi, a été renversée par une révolution. Ils avaient tenté auparavant de faire quelques réformes par en haut, comme d'autres régimes de la région. Ils étaient aussi religieux, mais leurs dernières réformes ont fâché le clergé musulman chiite, entre autres car elles donnaient moins de pouvoir aux propriétaires terriens féodaux et plus de droits aux femmes. Le clergé a donc pris une posture d'opposition. Pendant la révolution, ils ont formé en quelque sorte l'aile rétrograde, réactionnaire, de l'opposition. A côté on avait les socialistes, les communistes, la gauche, les démocrates, les laïques. L'union entre les deux a été une grave erreur. Il y a eu un soulèvement en 1979, beaucoup de gens ont été tués par la répression. Le mouvement était puissant dans la rue, c'était aussi une vraie lutte de classes, avec également un rôle pour les syndicats en front uni, des partis de gauche puissants.

Mais ensuite, l'opportunisme du clergé et les ingérences étrangères ont favorisé l'avènement d'un pouvoir religieux, qui a ré-écrit l'histoire en parlant d'une prétendue « révolution islamique ». Cela a produit la « République islamique », ce qui n'était pas le but de la révolution. Le leader, l'ayatollah Khomeiny, avait été envoyé par la France, qui avec l'Allemagne et même les

USA étaient favorables à son pouvoir pour éviter un basculement de l'Iran qui était voisin de l'URSS et a une place centrale dans le Golfe Persique, la production et l'exportation de pétrole, etc. Donc pour eux, il valait mieux le clergé qu'un Iran socialiste. Ils ont donné une tribune à Khomeiny pour se présenter comme le leader. Cette révolution fut la dernière du XX^{ème} siècle et en même temps s'est traduite dans le premier régime capitaliste de l'histoire qui soit basé sur une théocratie. Le fondement de la nouvelle constitution est devenu la sharia, la loi islamique, par laquelle les femmes sont devenues le premier groupe légalement opprimé dans le pays et la société a été constituée en « oummat », en communauté de frères et sœurs, une idéologie englobante qui masque les divisions selon la classe, le genre, l'origine et les autres confessions religieuses ou non d'ailleurs. **Je suis une femme, travailleuse, provenant de la minorité Baha'i, je ne me reconnais pas dans cette idéologie qui ne me donne aucun droit et que je suis obligée de suivre.**

Puisque le « socialisme » d'URSS ne semblait pas répondre aux attentes, le fondamentalisme islamique a prétendu incarner une nouvelle alternative contre ce dernier et la « résistance contre l'impérialisme », entendu là uniquement en tant que force ou intervention « étrangère ». Cette rhétorique est encore utilisée de nos jours. Après cela, les grandes puissances ont vu que le fondamentalisme fonctionnait en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, en tant qu'alternatives réactionnaires aux monarchies et despotismes laïcs.



L'économie en Iran est donc capitaliste, avec une classe travailleuse mais aussi des minorités et des nationalités opprimées, l'oppression des femmes, etc. C'est une économie qui est également néolibérale. Le clergé et les mollahs jouent un rôle économique important. L'idéologie théocratique est le ciment idéologique qui tient l'édifice du système : « tous unis sous le drapeau de l'Islam ». Evidemment dans la réalité, le régime iranien n'a rien d'anti-impérialiste : ils en font partie, tout comme il font partie du capitalisme, du patriarcat, du fondamentalisme religieux – des USA à Israël - et du soutien aux forces fascistes à travers le monde. Et puis ils jouent un rôle de domination en Syrie et en Irak par exemple.

Quel est le contexte de cette explosion sociale suite à la mort de Jina Amini ?

Fariba : Dans le système iranien tel que je l'ai décrit ici, le problème c'est qu'on a donc toute une série de secteurs de la société, de minorités, dont les questions et les revendications ne sont jamais prises en compte. Les politiques néolibérales suivies depuis des années ont également fortement aggravé les inégalités sociales entre riches et pauvres. La classe moyenne a presque disparu et beaucoup ont se retrouvent dans les rangs de la classe travailleuse. **Cette année, l'ensemble de ces contradictions se sont rejointes dans un point de fusion.** Depuis trois ans, on voit vraiment une aggravation importante des conditions de vie de la majorité de la population : le prix du pain a atteint des sommets, la monnaie ne vaut rien. D'un autre côté, ce n'est pas le premier moment de résistance populaire contre ce régime : depuis 40 ans, nous en avons connu une série. On a vu auparavant la phase très « réformiste » du régime, cette orientation réformiste était dominante chez les étudiant.e.s et les travailleur.se.s dans les années 1980-90. Ensuite on avait eu le mouvement « vert », des classes moyennes urbaines, centré sur les questions de liberté d'expression à la fin des années 2000. La répression a été dure et ces classes moyennes se sont retrouvées sans idées, sans autre réponses, une fois que le rêve réformiste avait été brisé. En 2017 il y a eu des luttes importantes de la classe travailleuse, des pauvres, des chômeurs et des petits paysans. Là aussi, la répression a

été féroce. La même année il y a eu un mouvement des femmes mais plutôt des performances individuelles où elles enlevaient leur foulard. Et à nouveau en 2019, il y a trois ans, il y a eu une révolte contre la hausse des prix. Le mouvement était déjà radical, avec des jeunes et des personnes précarisées des périphéries des grandes villes. Il y a eu des centaines de grèves ces derniers mois. Bien sûr, aujourd'hui nous avons un momentum historique qui amène la situation à un autre niveau. Les différentes rivières se sont jointes en un fleuve qui trouve sa direction, qui est politique et radicale pour transformer la société en profondeur. Il y a une conscience que le changement doit être radical et que les réformes sont impossibles.

Que peux-tu dire des différentes composantes du mouvement en cours ?

Fariba : Le fait que les femmes soient au cœur du mouvement, c'est une conséquence du régime théocratique. Je rappelle que le régime théocratique a pris le pouvoir en février 1979 et l'une des premières mesures de Khomeiny a été d'imposer, d'obliger le voile aux femmes dans la rue et au travail. Avant ça, les femmes plus conservatrices le portaient mais c'était par choix. Donc quand il a annoncé ça, de nombreuses femmes ordinaires, pas spécialement les militantes, ont compris qu'il se passait quelque chose et ont pris la rue. Les militantes étaient quant à elles centrées sur la préparation du 8 mars, dans les universités et n'ont pas réagi immédiatement. La gauche

socialiste encore imprégnée de sexisme n'a pas non plus compris l'importance de la question des droits à l'autonomie des femmes, vus uniquement comme « droits libéraux » et a prôné la patience envers le nouveau régime. Des millions de femmes ont donc manifesté et on était à peine deux semaines après l'avènement du nouveau pouvoir postrévolutionnaire qui était pourtant au sommet de sa légitimité. Ces manifestations contre l'obligation ont duré cinq jours. Khomeiny a reculé puis l'a ré-imposé petit à petit. C'est important de comprendre qu'ils ont commencé par s'attaquer au corps des femmes, à vouloir le contrôler. **Le régime islamique a fondé son pouvoir sur ce contrôle des corps des femmes.** Leur message est : « dans une société musulmane, la place des femmes est à la maison, pas dans la rue. Dans la rue, le corps des femmes est sous le contrôle du régime et de Dieu ». Et donc les femmes sont des citoyennes de seconde classe, sous le contrôle des hommes de leur famille aussi.

Maintenant, toutes les revendications remontent à la surface, également avec celles de minorités telles que la minorité kurde dont faisait partie Jina (Mahsa) Amini. Sa mort est un crime d'Etat. Mais elle n'était ni la première ni la dernière à mourir des mains de cette « police des mœurs », d'autres jeunes femmes et hommes aussi en ont été les victimes. Mais cette fois-ci ça a provoqué une réaction : « battons-nous pour nos droits ». Les femmes sont au cœur du mouvement mais les revendications vont bien au-delà : liberté d'expression, justice

sociale, refus de l'exploitation économique, revendications pour une vie meilleure, de meilleurs soins de santé, revendications écologiques, etc. **Ce mouvement s'affronte au capitalisme néolibéral, au patriarcat, au despotisme, au fondamentalisme religieux et à l'oppression des minorités nationales. Toutes ces revendications sont condensées dans le slogan « Femme, vie, liberté » qui les inclut.** Jina était kurde. Ce slogan vient du mouvement des femmes du Kurdistan. Donc ça met l'accent sur la place des minorités nationales et religieuses. A l'époque du mouvement vert en 2009, ce n'était pas le cas, les minorités ne se sentaient pas incluses dans le mouvement.

Aujourd'hui les minorités, y compris la minorité LGBTI, comprennent spontanément la nécessité de s'unir contre le régime. Une revendication centrale dans le mouvement actuel est l'autodétermination, des femmes sur leur propre corps mais aussi des minorités vis-à-vis elles-mêmes. Jusqu'ici, le régime agitait le spectre du « séparatisme » contre ces dynamiques. Aujourd'hui, les minorités Kurdes, les Baloutches et dans une moindre mesure les Arabes et Turcs azéris montrent au contraire l'unité dans la diversité. Ils et elles se battent aussi, au-delà de l'autodétermination, pour une meilleure vie tout simplement. La précondition pour cela c'est de renverser le régime islamique. Nous devons travailler à une recherche d'unité plus consciente et active. C'est ce que nous essayons de faire ici en Belgique dans notre collectif, en nous unissant aux afghanes qui

sont aussi une minorité sans droits en Iran, contre le chauvinisme iranien. Les Kurdes sont mieux organisés politiquement et donc plus conscientisé.e.s. Au Balouchistan, il y a eu tout récemment des dizaines de manifestant.e.s tué.e.s suite au viol d'une adolescente par un Gardien de la révolution [forces spéciales du régime]. Au départ dans cette communauté les manifestations se déroulaient essentiellement le vendredi après la mosquée et étaient principalement composées d'hommes. Mais cette fois ça a changé, c'était le mardi, sans appel de l'imam et les femmes étaient là. Le mouvement révolutionnaire transforme déjà la société, les esprits et les relations entre les gens, notamment les rapports de genre, les relations entre minorités. **Une femme sans foulard dans la rue, aujourd'hui ce n'est plus « une belle femme aux beaux cheveux », mais une militante courageuse qui lutte. C'est un message politique et non plus esthétique.** Au Balouchistan et en Azerbaïdjan iranien, des slogans sont chantés en solidarité avec les Kurdes. C'est la pire crainte pour le régime.

Quelle est la dynamique de classe dans le mouvement ?

Fariba : Il se passe chaque jour des nouvelles actions dans ce mouvement. En deux mois, ce sont des années qui sont passées. Il y a aussi des grèves de travailleur.se.s mais le mouvement ouvrier, qui existe malgré la répression et l'interdiction des libertés syndicales, est assez en retrait dans ses prises de position



politiques vis-à-vis de l'ensemble du mouvement. Pour moi ils ne saisissent pas l'importance stratégique du fait que la dynamique de classe actuelle passe par la question des femmes et de leur auto-émancipation contre l'exploitation et le contrôle de leur corps. Beaucoup restent focalisés sur les « hommes » qui travaillent à l'usine. Or avec la précarisation il y a beaucoup de travailleur.se.s sans emploi, dans la rue, des femmes travailleuses mal payées ou même qui sont au foyer...c'est aussi la classe travailleuse, sa fraction la plus dominée, qui est dans la rue. Il ne faut pas « attendre » l'organisation parfaite des travailleurs des usines. D'un autre côté, il y a des grèves et on en a besoin pour gagner. Des grèves de travailleur.se.s, d'enseignant.e.s,

d'étudiant.e.s et même des commerçants du bazaar, pour la première fois depuis 40 ans. Or le bazaar c'est la base sociale du régime, la classe moyenne conservatrice traditionaliste. C'est donc un signal important d'élargissement du mouvement, ils ont reçu le message. Les ex-classes moyennes déclassées sont dans le mouvement avec l'expérience des échecs précédents. Pour l'instant on a une sorte d'unité inter-classiste.

Quelles sont les perspectives et que peut-on faire ici en Belgique ?

Fariba : Le défi c'est la question de l'alternative et donc de la direction du mouvement : il y a plusieurs courants dans l'opposition au régime. Certains suivent le

slogan « Femme, vie, liberté » et son orientation, son point focal sur la question des femmes comme stratégie pour leur émancipation et en général la fin de l'oppression et de l'exploitation. D'autres courants sont là parce qu'ils veulent récupérer leurs pouvoirs et leurs privilèges qu'ils avaient perdus quand la monarchie est tombée. Ils veulent revenir en arrière, leur slogan est « make Iran great again », nationaliste. C'est l'aile nostalgique réactionnaire, que certains appellent « monarchistes » même s'ils ont plusieurs appellations.

Un autre grand danger est l'influence potentielle de dirigeants occidentaux qui voudraient donner une autre direction au mouvement pour le récupérer. Nous, on est internationalistes, on se bat pour la révolution partout, donc ici en Belgique aussi. On n'attend rien des gouvernements et parlements qui hier encore étaient main dans la main avec le régime, on ne croit ni en Trump, ni en Biden, ni en les saoudiens. Ce sont aussi des défenseurs du capitalisme patriarcal. **Une victoire en Iran serait un encouragement pour toutes les luttes dans la région au Moyen-Orient**

et pour les luttes des femmes dans tout le monde musulman et dans le monde entier. Je pense à l'Afghanistan, à la Turquie, etc. Ce serait aussi un pas en avant contre le capitalisme et le fondamentalisme religieux y compris aux USA et contre l'extrême-droite en Europe. Donc c'est important de lire, de se renseigner sur l'Iran, d'être présent.e.s à nos côtés, de combattre la politique migratoire du gouvernement belge et de l'UE. Mais au-delà, on doit faire avancer la révolution partout, y compris ici en Belgique. Les médias ici ne montrent pas la radicalisation du mouvement en Iran car ils ne veulent pas encourager la lutte de classes dans d'autres pays. Ce mouvement est votre mouvement aussi, la meilleure solidarité est de faire la révolution ici aussi. Il y a trois mois, le mot « révolution » était complètement has been en Iran, aujourd'hui c'est du sens commun. La révolution n'est pas quelque chose du passé, c'est ce dont on a besoin dans le monde entier, c'est une nécessité. Nous n'y arriverons pas en Iran s'il n'y a pas de luttes puissantes ici. Nous croyons en vous, travailleur.se.s, femmes, opprimé.e.s, vous êtes nos allié.e.s.

UKRAINE : LE SYNDICALISME EN TEMPS DE GUERRE

Interview réalisée par
Gilles Maufroy,
CIEP-MOC Bruxelles

Ivanna Khrapko vit à Kiev. Elle est syndicaliste dans le syndicat de la fonction publique ukrainienne. En février, elle a aussi été élue présidente du réseau de la jeunesse syndicale d'Ukraine. Mouvements l'a rencontrée pour discuter avec elle des réalités du monde du travail et du syndicalisme en Ukraine en temps de guerre.

Manifestation solidarité Iran à Bruxelles



Ivanna Khrapko



Mouvements : Bonjour Ivanna. Tout d'abord, quelle est la situation générale en Ukraine après 9 mois de guerre ?

Ivanna Khrapko (IK) : Un des problèmes les plus importants pour les civils en ce moment c'est que beaucoup d'infrastructures de production d'électricité ont été détruites par la Russie. L'hiver qui arrive nous donne des craintes. **Maintenant déjà, on n'a l'électricité que 3 ou 4 heures par jour.** C'est très difficile pour des parents par exemple car il faut s'organiser autour de ces coupures d'électricité en sachant que le plus souvent on est également sans chauffage et sans eau ! Mais les Ukrainien.ne.s sont formidables, on se débrouille, on prend des petits générateurs, etc.

Le second aspect de la situation actuelle c'est évidemment la contre-offensive de l'armée ukrainienne qui a, heureusement, permis de libérer la région de Kherson. En tant que syndicat, nous sommes en train de collecter et distribuer de grandes

quantités d'aides pour nos membres dans ces zones libérées. La plupart des civils sur place ont tout perdu : par exemple, dans la commune de Vysokopillya, tout a été détruit, les gens n'ont plus rien, ni maison, ni farine, ni ustensiles de cuisine, etc. Et donc là, nous avons organisé cinq livraisons avec le syndicat. On s'organise aussi avec la population sur place pour la distribution de médicaments.

Le troisième aspect important, c'est cette nouvelle loi sur la suspension du code du travail « pour cause de guerre », votée pendant l'été par le gouvernement Zelensky. **En temps de guerre, les problèmes quotidiens de salaire et de conditions de travail continuent.** Nous tentons d'intervenir là-dessus avec nos affilié.e.s. Nous continuons aussi la formation syndicale, même s'il faut bien sûr l'adapter. Nous avons aussi signé une convention de partenariat avec l'inspection du travail. Nous travaillons dans cinq régions d'Ukraine pour discuter avec nos membres de l'importance de la législation pour les droits au quotidien.

Peux-tu nous en dire plus sur la question des conditions de travail et de vie ?

IK : Sur cette question, c'est important de différencier l'Ouest de l'Ukraine et le reste de l'Ukraine, où ce sont carrément les lieux de travail qui ont été détruits des suites de l'invasion russe. On a donc un grave problème de chômage dans le pays. Prenons l'exemple du syndicat du secteur nucléaire : la centrale nucléaire de Zaporijia est sous occupation russe, du coup on aide

les travailleur.se.s à être relocalisé.e.s dans une autre implantation pour préserver leur salaire. On a aussi le problème des salaires qui ont baissé depuis la guerre. Ça se sent quand on fait les courses : maintenant, 10 œufs c'est presque 100 (2,6€), ce qui est très cher pour nos salaires [NDLR : le salaire moyen en Ukraine est de 380€ par mois]. **Pour les pensionné.e.s c'est encore pire : ça devient difficile d'acheter de la nourriture et des médicaments.**

Dans l'Ouest de l'Ukraine, beaucoup d'entreprises ont été « relocalisées » depuis l'Est. Il y a également des programmes pour aider les travailleur.se.s déplacé.e.s à retrouver un emploi. Avec l'arrivée de l'hiver, certain.e.s quittent Kyiv de peur de ce qu'il pourrait se passer. Moi j'habite au 14ème étage, alors quand l'électricité est coupée, je ne peux rien faire : je n'ai pas internet, la connexion téléphonique est faible, etc. Donc on discute avec les collègues de se relocaliser aussi. Mais pour beaucoup de gens ce n'est pas si simple de se relocaliser en Ukraine, un certain nombre va donc dans les pays voisins ou en Europe de l'Ouest.

Comment s'organise le syndicat de la fonction publique ?

IK : Nous avons 90000 membres, ce qui est moins qu'avant la guerre car beaucoup d'affilié.e.s ont quitté le pays et vivent à l'étranger. Nous sommes présent.e.s dans toute l'Ukraine et avons une coordination centrale ainsi que des fédérations dans chaque région. C'est important d'avoir cette structure et cette implantation dans

une situation de guerre, car cela nous permet d'intervenir et aider un peu partout, mais aussi de comprendre les différentes réalités dans les différentes régions. Nous n'avons pas la possibilité d'aider les Ukrainien.ne.s sous occupation russe, c'est trop dangereux. Nos connexions ont été coupées la plupart du temps avec les affilié.e.s dans ces zones occupées, que ce soit par téléphone ou internet. On a essayé de livrer des médicaments spécifiques par exemple mais c'est quasiment impossible de traverser la ligne de front et de maintenir la communication.

On a des affilié.e.s qui sont partis se battre dans l'armée ukrainienne ou dans les unités de défense territoriale. Mais nous en tant que syndicat nous organisons avant tout les civils. En tant qu'Ukrainien.ne.s, bien sûr, nous aidons nos ami.e.s et camarades. Par exemple dans le réseau de jeunes dont je fais partie, nous avons beaucoup d'ami.e.s qui sont maintenant dans l'armée. On essaie d'acheter de l'équipement militaire par exemple. **Nous organisons aussi un projet avec notre réseau de jeunes syndicalistes, le syndicat du secteur pharmaceutique, le syndicat des cheminot.e.s, etc. : une ligne syndicale de survie.** Ensemble, on a rassemblé nos forces, également avec nos nombreux contacts syndicaux internationaux en Europe et ailleurs, pour livrer de l'aide. C'est important ce contact direct avec des personnes que nous connaissons pour les aider, y compris celles et ceux qui sont dans l'armée. Là on envoie du matériel pour faire face à l'hiver : des vêtements chauds, de quoi réchauffer sa nourriture...

Qu'en est-il de l'organisation des jeunes travailleur.se.s en Ukraine ?

IK : Nous avons donc ce réseau de jeunesse syndicale. Ce sont des jeunes de moins de 35 ans. Il y a aussi un syndicat des étudiant.e.s qui fait partie du syndicat de l'éducation. Ils sont également membres de notre réseau. Une de nos principales tâches est de faire la promotion du syndicalisme auprès de la jeunesse. Nous tentons aussi de moderniser notre travail syndical : avec le Covid, on a commencé à utiliser de nouvelles applications, des vidéo-conférences, etc. Nous aidons nos camarades plus âgé.e.s pour lesquelles c'était plus difficile. Ce réseau aide notre direction syndicale à comprendre la situation dans la société. Le gouvernement est assez fort dans l'utilisation du digital pour intervenir et organiser des débats en ligne. Pour les jeunes syndicalistes c'est plus facile de s'adapter à tout ça. On organise les jeunes travailleur.se.s des différents secteurs économiques. En tant que présidente de ce réseau, je fais partie du comité exécutif de la confédération syndicale ukrainienne. Cela nous permet d'influencer son cours et de porter la voix des jeunes travailleur.se.s.

Comment se passent les relations avec les autres syndicats en Europe ?

IK : Ces quinze dernières années notre syndicat de la fonction publique a eu un projet en commun avec le syndicat suédois, qui nous a beaucoup aidé.e.s depuis le début de la guerre. Nous travaillons aussi avec le Centre Olof Palme et un syndicat des

employés municipaux. **Nous avons également des liens avec beaucoup de syndicats tels que la CGIL italienne, les syndicats PCS et GMB en Grande-Bretagne, l'AFL-CIO, la confédération syndicale aux USA et le Solidarity Center.** On a d'ailleurs eu plusieurs rencontres en Grande-Bretagne avec des organisations de gauche. Nous avons des relations avec les syndicats en Autriche, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Nouvelle-Zélande – notamment des jeunes syndicalistes...Et bien sûr les syndicats d'Allemagne, de Pologne et une organisation avec des exilé.e.s de Bélarus. Tous ces syndicats nous aident de différentes façons : on a reçu des colis avec de la nourriture, des vêtements, des médicaments, pour nos amis, pour l'armée aussi. Nous partons des besoins exprimés par la population et nous faisons le lien avec nos partenaires. Toute aide est la bienvenue !

Quels sont les problèmes avec la politique socio-économique du gouvernement ukrainien ?

IK : D'un côté le gouvernement est intervenu pour soutenir les employeurs et les travailleur.se.s au début de la guerre quand une série d'entreprises ont été détruites. Beaucoup ne savaient pas quoi faire, comment faire fonctionner les entreprises. Mais d'un autre côté, **le gouvernement veut réaliser des réformes néolibérales, ce n'est un secret pour personne.** Nous avons lutté sur la question de la suspension des contrats pour cause de guerre. Les employeurs ont usé et abusé de cette législation où il suffit de signer un papier comme quoi on le



site de l'entreprise n'est plus opérationnel pour recevoir de l'aide et pouvoir licencier, ne plus payer de salaire, etc. Des patrons en ont profité dans l'Ouest de l'Ukraine dans des zones qui n'avaient pas subi de destructions. Nous discutons avec les travailleur.se.s et avec les employeur.se.s pour essayer d'empêcher ces effets d'aubaine.

Avec la guerre, c'est beaucoup plus difficile d'organiser des manifestations dans l'espace public. Nous pouvons encore négocier avec les patrons et le gouvernement sur la législation et exprimer la voix et les intérêts des travailleur.se.s et nous devons continuer encore plus fort après la victoire, contre l'orientation néolibérale du gouvernement. On essaie de faire tout ce qu'on peut pour la victoire. Même si c'est plus difficile d'agir dans la rue, nous produisons du matériel à destination des civils, des visuels et explications pour le web et les réseaux sociaux. Par exemple, contre la loi 5371 qui est passée en août, nous avons fait campagne pour expliquer à la population et aux travailleur.se.s en quoi cette loi était mauvaise et contraire à leurs intérêts. Cette loi suspend le Code du

travail et les conventions collectives pour les travailleur.se.s des entreprises de moins de...250 travailleur.se.s, donc une grande majorité du monde du travail, et ce tant que la loi martiale mise en place depuis février restera d'application. Chaque travailleur.se se retrouve donc seul.e à devoir négocier les règles du contrat avec l'employeur. Fini aussi le droit syndical d'être averti et de pouvoir contester les licenciements. Une autre loi a été mise en place qui instaure les contrats zéro heure.

On fait la différence entre d'une part l'aide à la population et à la résistance armée et d'autre part la nécessité de combattre des lois néolibérales et de défendre nos droits en tant que travailleur.se.s. C'est clair qu'il y a aussi des gens qui vont nous dire : « la priorité maintenant c'est la lutte armée pour notre liberté, le reste peut attendre ». Mais c'est notre devoir en tant que syndicalistes d'expliquer cette différence. Les gens ressentent beaucoup de stress avec la guerre. Ça met une forte pression au quotidien, avec les sirènes, les bombardements. A l'instant où je te parle, je suis à Bucarest, avant de prendre un avion pour le congrès

mondial de la Confédération syndicale internationale et ça me fait bizarre d'avoir l'électricité non-stop et de ne plus entendre les sirènes d'alerte. La question de la santé mentale, du stress des travailleur.se.s est donc importante.

En Europe de l'Ouest, le mouvement social et syndical commence à réagir contre la hausse des prix, de l'énergie notamment, pour les salaires, etc. On demande notamment de taxer les profits du secteur énergétique. Comment vois-tu le lien entre cette lutte et celle des travailleur.se.s d'Ukraine ?

IK : J'ai participé récemment à une discussion au sein du Parti travailliste britannique où cette question a été évoquée. Je pense que c'est un moment historique pour que l'Europe réalise enfin son indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, de son gaz et de son pétrole. Ça vaut pour l'Allemagne autant que pour l'Ukraine et le reste du continent. **Depuis combien de temps on nous parle de « transition juste » et d'énergies renouvelables ? Il est temps de passer des paroles aux actes.** Dans cette guerre, l'Ukraine se bat pour sa population, son territoire et sa survie en tant que pays, mais pas seulement. Combien de temps allons-nous laisser le régime russe utiliser l'énergie pour faire pression sur des pays, sur l'opinion publique, sur les politiciens en Europe et pour intervenir sur la scène internationale ? C'est ridicule. C'est le moment pour nous tou.te.s, Ukraine et Union européenne de prendre notre indépendance, y compris si ça signifie consommer moins de carburants. On se bat ici pour des droits démocratiques, pas pour que tout

ça continue comme avant. Je suis d'accord qu'il faut cibler les grandes entreprises énergétiques et leurs méga-profits. C'est le devoir des syndicalistes de pointer ces profiteurs, d'aller devant le siège de ces multinationales et leur dire que c'est à elles de payer. Il y a des oligarques en Russie, en Ukraine, mais aussi chez les propriétaires de ces entreprises. **Nous vivons un moment historique où on peut réorienter les priorités : vers les travailleur.se.s et la démocratie et non plus les oligarques et le profit.**

Nous avons souvent eu la question de la part de camarades, en Italie, ou en Grande-Bretagne par exemple, qui nous demandent : « mais pourquoi demandez-vous des armes pour l'Ukraine ? ». C'est important pour nous d'en parler clairement : au début de la guerre on avait très peu d'armes, de défense anti-aérienne...et nos gens à Butcha, à Bykiv, à Borodianka, etc. n'avaient pas de quoi se protéger et se défendre quand les forces russes les ont massacrés, les ont violées, ont détruit leur village avec des centaines de missiles. Donc les armes de défense anti-aériennes par exemple, c'est littéralement vital, nous en avons besoin ! Si on nous



désarme, la Russie et Poutine ne vont pas miraculeusement arrêter de tirer et de nous envahir. Poutine parle de « négociations », puis le jour d'après il annexe avec des « référendums » bidon. Il parle de « négociations », puis il décrète la mobilisation générale et continue à tuer et détruire. Mes ami.e.s des régions occupées m'ont raconté la torture, les viols, les massacres. Un ami à moi est mort pour libérer Kherson. C'est mon devoir d'oser parler de ça et des armes dont on a concrètement besoin. Nous invitons nos ami.e.s syndicalistes d'autres pays à

venir en Ukraine pour comprendre ce qui se passe avec leurs propres yeux, comme d'autres l'ont fait encore récemment avec une délégation suédoise. Ça aide à ne plus tomber dans les pièges de la propagande poutinienne très présente sur les réseaux sociaux, comme Instagram par exemple. Merci d'ailleurs d'avoir pris le temps pour qu'on puisse entendre notre voix du terrain. Les témoignages de solidarité d'organisations syndicales et sociales du monde nous donnent de la force et du courage.



LE RÉVEIL DES LUTTES SOCIALES EN GRANDE-BRETAGNE

Par Mathilde Van Brabant,
CIEP-MOC Bruxelles

Mike Forster est un vétéran des luttes syndicales, dans le syndicat UNISON et avait notamment participé à la lutte victorieuse contre la Poll Tax de Thatcher à fin des années 1980. Mouvements l'a rencontré lors de son passage en Belgique.

Mouvements : Quelle a été la réaction du mouvement ouvrier face au bref mandat de Liz Truss et à la succession du Roi Charles III après le long règne d'Elizabeth II ?

Mike Forster : La démission de Truss a été accueillie chaleureusement par le mouvement ouvrier. Elle avait déclaré la guerre aux syndicats et avait l'intention de mettre en place une législation anti-syndicats. Même si son mandat a été bref, il a eu un effet dévastateur sur nos standards de vie. Il a été estimé que ses politiques, qui ont fait crasher l'économie, ont coûté 30 milliards de livres sterling au gouvernement à cause de la montée des taux d'intérêt. Le budget d'urgence va probablement mener à une plus grande réduction des dépenses publiques et à l'augmentation des loyers, ce qui ne fera qu'empirer l'inflation. Son héritage persistera même si elle est partie avec une compensation de 115 000 livres sterling par an ! Quant au Roi Charles, il est un roi fort distant et déconnecté de la réalité, et je pense qu'il est grand temps d'abolir la monarchie.

Quel est l'objectif de la campagne Enough is Enough? Peut-on dire que c'est devenu un réel mouvement de masse, en comparaison avec Don't pay UK, le mouvement qui incite les Britanniques à ne pas payer leurs factures d'électricité ?

MF : Enough is Enough (EIE) a été lancé par les leaders du syndicat du transport *National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (RMT)* et de

Communication Workers Union (CWU), le syndicat pour les travailleur·euses de la poste et de la communication, en collaboration également avec quelques parlementaires de la gauche du Parti travailliste. Le site de la campagne EIE a été mis en ligne avec une vidéo pour mobiliser un soutien public aux différentes grèves et essayer de mettre en avant un programme anti-austérité avec cinq revendications simples : une véritable augmentation salariale, la réduction des factures d'énergie, la fin de la pauvreté alimentaire, des logements décents pour toutes et tous et taxer les riches. La réaction du public a été massive : plus de 700 000 personnes se sont inscrites et il a été réellement difficile pour la direction syndicale de suivre le rythme. Jusqu'à présent, des rassemblements publics de masse ont eu lieu dans tout le pays, avec des milliers de participants dans des espaces trop petits pour accueillir tout le monde. EIE a réussi à lancer un mouvement de masse qui a le potentiel de rassembler tous les conflits locaux. Une journée d'action a été organisée le 1er octobre, avec des rassemblements et des manifestations de masse dans 50 villes différentes. Des groupes locaux sont en train de se mettre en place pour organiser les militant.e.s les plus engagés, qui pourront poursuivre ce travail pendant l'hiver.

Le mouvement Don't Pay UK n'a pas encore attiré ce niveau de soutien. L'idée de ne pas payer ses factures présente des complications. Actuellement, le gouvernement aide les gens à payer leurs factures pour les six prochains mois, mais

cela ne durera pas. Des millions de personnes connaissent de véritables difficultés. Beaucoup ne peuvent pas se permettre de payer la hausse massive de leurs factures d'énergie et auront besoin d'une aide supplémentaire que nous allons tous réclamer. Cependant, beaucoup sont équipés de compteurs intelligents ou ont des compteurs chez eux qu'ils paient en espèces au fur et à mesure qu'ils utilisent leur énergie. Ils ne peuvent pas participer à une campagne de non-paiement qui ne peut impliquer que ceux qui ont un débit bancaire direct, ce qui signifie qu'un tel mouvement sera limité dans sa portée.

Je pense que nous devrions donner la priorité à la construction du mouvement de grève qui se lance très rapidement dans le mouvement syndical et il est probable qu'en janvier nous verrons des grèves dans les secteurs liés à la santé, l'éducation, la fonction publique, les services d'incendie. Il s'agit de la plus importante vague de grèves qu'on ait connue depuis un siècle, et qui doit inclure la revendication de renationalisation du secteur d'énergie, la véritable clé de voûte pour baisser les factures.

Quel est le rôle des syndicats, et surtout du RMT, dans la campagne Enough is Enough ?

MF : Le RMT a investi de l'argent et des ressources dans le mouvement, tout en fournissant des orateurs à autant de réunions que possible. Les grévistes apprécient le soutien de la population

organisé à travers la campagne lorsqu'ils sont sur les piquets de grève. De manière générale, le soutien populaire aux grèves a des conséquences fantastiques. **Les piquets n'ont jamais connu un tel soutien ce qui démontre que le vent a tourné et que les grèves se poursuivront au cours des prochaines semaines.** En plus du RMT, les syndicats locaux et nationaux soutiennent aussi EiE, comme Communication Workers Union (communication), National Education Union (éducation), University and College Union (Université et Haute Ecole), UNISON (service public), UNITE (plus gros syndicat Britannique et Irlandais présent dans de nombreux secteurs) ou Trade Union Congress (l'organisation fédératrice des syndicats britanniques). Cela renforce le soutien et l'ampleur d'Enough is Enough qui a le potentiel de se développer encore de plus belle.

Des mouvements activistes tels qu'Extinction Rebellion sont venus en soutien de Enough is Enough. Mais, malgré le lien évident entre le changement climatique et la crise énergétique, EiE inclut peu de revendications environnementales. Comment expliquer ce choix ?

MF : Stop Oil et Extinction Rebellion sont des mouvements d'action directe qui continuent de mettre en avant la crise environnementale. C'est le problème le plus pressant auquel l'humanité doit faire face et qui requiert une action internationale urgente. Les revendications d'EiE sont à plus court terme et doivent clairement être étendues. De véritables augmentations salariales peuvent être



-et sont- obtenues grâce à la vague de grève qui déferle sur la Grande-Bretagne. Par exemple, les dockers de Liverpool viennent d'obtenir une augmentation de salaire supérieure au taux d'inflation après trois semaines de grève. Cependant, les autres revendications nécessitent une action politique ainsi que syndicale. Nous n'obtiendrons pas de logements décents, par exemple, sans accélérer le programme d'isolation, construire davantage de logements sociaux et geler les loyers au minimum. Pour obtenir davantage de ressources pour ce programme, il faut, certes, taxer davantage les grandes entreprises et les riches, mais en réalité, nous devons nationaliser le secteur du logement, des banques et de la finance sous le contrôle du mouvement ouvrier. De même, **nous ne pourrions pas réduire les factures d'énergie sans nationaliser l'ensemble du secteur de l'énergie, ce qui nous donnera la possibilité de nous éloigner de l'industrie des énergies fossiles** et d'adopter une politique énergétique plus durable et respectueuse de l'environnement. La Grande-Bretagne dispose d'une réserve inépuisable d'énergie éolienne et

hydroélectrique qui est tout à fait capable de générer tous nos besoins énergétiques. Mais les grandes sociétés d'énergie n'ont aucun intérêt à le faire, c'est pourquoi nous devons les reprendre en main.

Quel est le prochain objectif du mouvement ouvrier et des syndicats en Grande Bretagne ?

MF : Notre principale revendication à l'heure actuelle doit être de se débarrasser du gouvernement actuel et de nous diriger vers une grève générale. Les Tories (les conservateurs) sont au pouvoir depuis 12 ans et ont plongé des millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté. La campagne EiE a le potentiel de lancer un mouvement plus vaste et plus large qui peut s'attaquer à toutes ces questions. Le mouvement syndical a la responsabilité de travailler à la réalisation de ces objectifs et, ce faisant, de créer son propre mouvement politique capable d'adopter un programme de lutte. Pour l'instant, EiE est le meilleur véhicule à notre disposition qui a le potentiel de mener à bien cette tâche.

VICTOIRE D'ÉTAPE POUR LES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES EN ESPAGNE

Interview réalisée
par Magali Verdier
CIEP-MOC Bruxelles

Mouvements a rencontré Alicia Pacas, travailleuse domestique militante du syndicat Sintrahocu (Sindicato des las Trabajadoras del Hogar y de los Cuidados) de l'Etat espagnol. Elle nous raconte comment leur lutte de longue date a débouché sur la ratification par l'Espagne de la convention Internationale C189 de l'OIT (Organisation International du Travail) visant à améliorer les conditions de travail des travailleuses domestiques.



Mouvements : Peux-tu nous raconter en quelques mots ton parcours ?

Alicia Pacas : je viens du Salvador, j'ai 70 ans. Je suis arrivée en Espagne il y a 15 ans avec mes deux enfants que j'ai élevés seule. Dans mon pays, j'ai étudié à l'université et beaucoup milité. Une fois arrivée en Espagne, l'unique travail qui m'était proposé était celui de m'occuper d'une personne très âgée, Dolores. C'était la première fois que je faisais ce métier. Je gagnais très peu d'argent et, avec la crise économique de 2008, le travail était encore plus dur. En plus d'accompagner des personnes âgées, je devais aussi nettoyer la maison. Face à cette exploitation, je me suis jointe à d'autres travailleuses qui voulaient faire quelque chose. Et puis, nous avons grandi.

Comment sont les conditions de travail des travailleuses domestiques en Espagne ?

AP : Ca a changé avec la crise économique de 2008. Je vous parle de mon

expérience qui est identique pour des milliers d'autres. Avant, on m'employait pour prendre soin d'une personne âgée et cela se limitait seulement à cela. Concrètement, les tâches incluaient celles d'aider la personne à se lever de son lit, de la baigner, de lui faire son déjeuner, de sortir se promener avec elle et de passer du temps avec elle dans le salon jusqu'à l'arrivée d'un de ses enfants. Puis, j'avais fini ma journée. A l'époque, une autre femme faisait le travail domestique de nettoyage. Les familles pouvaient payer deux personnes. C'était des familles de classes populaires qui ont bénéficié du boom économique et d'une ascension sociale. Après 2008, ces familles ont été frappées par la crise économique et se sont retrouvées en bas de l'échelle, dans leur situation d'avant. Ça a eu un impact radical sur les travailleuses domestiques. On devait faire le travail de deux personnes : s'occuper des personnes âgées ou des enfants et aussi nettoyer, repasser, cuisiner, laver le linge, faire les lits... et tout cela pour plus d'heures de travail et le même salaire, autour de 700 à 900 euros



en fonction du nombre d'heures travaillées. On sait à quelle heure on commence mais on ne sait pas quand on finit. C'est encore pire quand on est interne, quand on vit au domicile des familles.

Les travailleuses domestiques en général sont-elles déclarées ?

AP : Il y a très peu d'employeurs qui proposent des contrats légaux, évidemment plus avantageux. Pour ces types de contrats, on a une paie un peu plus élevée, des congés payés, un nombre d'heures maximal. Mais c'est quand même précaire, il n'y a pas le droit aux allocations chômage et puis il n'y a pas de critères pour le salaire. Une fois, j'ai remplacé une personne avec un contrat légal et j'ai gagné 1.000 euros. Là, j'ai pris conscience du salaire que j'avais lorsque je travaillais sans être déclarée et j'ai négocié un

montant de 800 euros, mais ça a impliqué qu'on me bombarde de travail.

Quelles sont les différentes étapes de la lutte et qu'est-ce qui a aidé à gagner des victoires ?

AP : un jour en sortant du métro, on m'a donné un prospectus d'un collectif qui s'appelait « Territorios domésticos » qui a été créée 2006. Je l'ai intégrée en 2008. Notre objectif était d'organiser les T-travailleuses domestiques. On s'est mises à la sortie des métros pour tracter. Après l'annonce de l'adoption de la Convention C189 en 2011 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) engageant les Etats qui la ratifient de garantir des bonnes conditions de travail pour les travailleuses domestiques, nous sommes allées à Turin pour rejoindre d'autres travailleuses domestiques. Là, on s'est rendues compte de l'exploitation dans ce secteur dans le monde entier. Après cette rencontre, nous nous sommes fixé l'objectif de convaincre les pays de signer cette convention. On a formé le « groupe Turin » composé de 34 associations luttant sur ce sujet en Espagne. C'est vraiment à ce moment-là que notre lutte s'est accélérée : exiger que l'Espagne la ratifie. On a fait des manifestations. En 2016, après plusieurs années de travail, on a récolté 40.000 signatures de citoyen.ne.s et député.e.s exigeant l'approbation de la C189. Ça nous a permis, et aussi grâce à l'appui des députées progressistes, de pouvoir exposer nos revendications : l'approbation de la convention 189 maintenant !

Où était implanté le collectif Territoires domestiques ?

AP : c'était un mouvement dans toute l'Espagne. Il y avait des mobilisations dans chaque province à Valence, Barcelone, Alicante, Murcia, Madrid, Bilbao, Saint-Sébastien, ... Parce qu'il n'y a pas un centimètre carré dans ce pays où il n'y a pas une employée de maison. Les femmes nous appelaient de tous les villages. Cela nous a rendu la tâche très difficile car on devait répondre à toutes ces femmes.

Quels sont des exemples concrets de comment vous luttiez au sein de ce collectif ?

AP : Au sein du collectif, nous nous sommes donné le mot d'ordre de n'accepter pas moins que 10 € quand on travaille au noir. On partageait ça dans notre groupe whatsapp et on envoyait une autre copine aller se présenter à la patronne et qui lui disait la même chose : pas moins de 10 euros. En donc la patronne rappelait la première. Autre chose, si on avait un problème avec notre patron, on le partageait avec le groupe, on quittait le travail et les copines nous refilaient des heures chez d'autres personnes.

Donc vous avez créé un syndicat ? Pourquoi ? Comment meniez-vous la lutte ?

AP : Oui, en 2020 on a créé un syndicat « Sintrahocu » (le syndicat des travailleuses du domicile et des soins) parce

qu'on se disait que, le jour où l'Espagne signera la convention, le groupe de Turin allait disparaître et qu'il fallait créer un syndicat. C'est un instrument fondamental pour exiger de nous asseoir avec le gouvernement. On a plus de pouvoir qu'une association. Mais même si nous avons un syndicat, le travail reste difficile car nous devons accueillir toutes ces travailleuses, les former avec peu d'argent. Aujourd'hui, on ne demande pas de cotisations car les femmes ont des salaires très bas et elles envoient le peu qu'elles gagnent dans leur pays. On ne peut pas se permettre de leur demander 20 euros comme pour les grands syndicats. On demandait de l'aide financière pour faire des voyages pour organiser les femmes.

Avec tout ce travail, avez-vous obtenu des avancées ?

AP : Nous avons obtenu tout récemment la ratification par l'Espagne de la convention. Le défi, c'est de la faire appliquer avec des mesures concrètes. Nous demandons un salaire digne de 1200 €, des pauses pendant la journée, une inspection du travail à domicile, le droit aux allocations de chômage. On demande que l'on sépare bien le travail de soin de celui de nettoyage. Sinon, c'est trop pour une personne. Et puis nous demandons l'abolition de la loi sur les étrangers qui exige pour les travailleurs sans-papiers que tu travailles trois ans avant d'avoir un permis de séjour, ce qui signifie que tu dois travailler dans des conditions indignes pendant au moins trois ans, sans compter les années de travail non comptabilisées

pour la pension. Sur ce point, on est en train de travailler sur une revendication pour les personnes qui ont été longtemps sans-papiers, avec une « pension non contributive » à 400 euros. C'est maintenant que la vraie lutte commence !

Qu'est-ce que la ratification et, plus largement, cette lutte de la convention C189 a eu comme impact ?

AP : La signature de cette convention a un peu bousculé les choses pour les patrons. On s'est senties très fortes, plus dignes. Ça nous a aidé à mettre nos limites. Par exemple, dans mon cas je dis à la fille de la dame que je garde qui ne peut pas me payer plus : « Grâce à nous, vous prenez votre déjeuner tranquillement, vous sortez bien vêtue avec la conscience tranquille parce que je garde votre mère. Vous ne pensez pas que je mérite un salaire digne ?!.. Je n'ai rien contre vous, mais l'Etat doit prendre en charge le travail de soin, il doit donner une aide publique. »

En ce qui me concerne, avant toute cette lutte, je ne connaissais pas la loi, j'acceptais du travail au noir parce que j'étais mère seule avec deux filles et que ça payait en argent directement en poche. Je ne mesurais pas les conséquences de faire cela par rapport à la sécurité sociale. Notre processus de lutte qui nous a amené à faire des revendications m'a fait prendre conscience de l'importance d'avoir un travail déclaré, avec des conditions dignes et le droit à la sécurité sociale.

Quels sont tes souhaits pour l'avenir ?

AP : Un de mes plus grands rêves, c'est d'avoir plus d'argent pour grandir, de faire un travail international. Nous sommes des milliers, nos mères, nos grands-mères, à faire ce travail de soin. Nous ne le faisons depuis notre naissance, c'est le travail le plus ancien du monde.



LES FÉMINISTES EN PREMIÈRE LIGNE EN AMÉRIQUE LATINE

Par Céline Caudron
Secrétaire fédérale
MOC Bruxelles

Avec des centaines de milliers de femmes dans les rues pour le droit à l'IVG ou contre les féminicides, les mobilisations féministes de ces dernières années en Amérique Latine sont impressionnantes. Mais l'image que l'on s'en fait depuis l'Europe est évidemment réductrice. Les mouvements féministes latinos sont multiples et souvent le fer de lance de nombreuses luttes sociales depuis plusieurs décennies, comme en Argentine ou au Chili, ce qui les rend encore plus inspirants. Entretien avec Paola Stévenne, autrice et réalisatrice, et Natalia Hirtz, sociologue au Gresea.

Mouvements : Comment qualifiez-vous les mouvements féministes dans vos pays d'origine respectifs, le Chili pour Paola et l'Argentine pour Natalia ? Quelles en sont les lignes de force ?

Paola : il faut d'abord préciser que les mouvements féministes chiliens sont très anciens. Dès la fin du XIXe siècle, les femmes se battent pour les droits civils, politiques et sociaux. En 1970, l'élection qui a permis de choisir Salvador Allende a été celle qui a connu la plus grande participation des femmes. Pendant les émeutes d'octobre 2019, il y avait aussi énormément de femmes dans la première ligne qui s'attaquait en face à face aux forces de l'ordre. On ne peut pas regarder le mouvement social chilien et la place que les féministes y occupent sans les replacer dans leur terreau historique, ni en ignorant que tout le mouvement de solidarité et de résistance à la dictature passe par l'organisation des femmes,

dans les quartiers ou avec les mères. C'est toute cette force-là qui a été rendue très visible il n'y a pas si longtemps, notamment à travers le processus autour de la Constitution, des émeutes de 2019 jusqu'à aujourd'hui.

Au Chili, la lutte des femmes a été longtemps invisible. Par exemple, on connaît tous et toutes, le mouvement des mères de la place de mai en Argentine. Au Chili, pendant la dictature de Pinochet, on parlait des familles des prisonniers politiques, même si ce mouvement était largement porté par les femmes. Mais ça change avec la chorégraphie de Las Tesis, «un violeur sur ton chemin» qui redonne un second souffle au mouvement d'octobre 2019 en visant les violences sexistes et le caractère patriarcal de la répression de l'Etat et du pouvoir judiciaire.



Natalia : Comme au Chili, en Argentine les mouvements féministes ne sont pas nés en 2015 avec Ni Una Menos (NUM), un collectif né de l'organisation des mobilisations contre les féminicides. Depuis 1985, les rencontres nationales des femmes parviennent à rassembler de milliers de femmes auto-organisées qui se retrouvent chaque année dans une région différente. A chaque fois, c'est toute la ville ou le village qui est mobilisé. Toutes les mobilisations féministes participent à ces rencontres nationales, et c'est souvent là que tout est discuté et organisé : de la grève du 8 mars, à la marée verte pour le droit à l'IVG en 2018-2020.

Il faut aussi considérer qu'en Argentine, depuis au moins la dictature de 1976 à 1983, les femmes sont des actrices politiques principales dans la sphère politique, en particulier avec les mères et les grand-mères de la place de mai, mobilisées pour retrouver leurs enfants disparus, enlevés et tués par la junte

militaire. Ensuite, des groupes de mère se forment un peu partout, p.ex. dans la région de Córdoba, avec les mères du quartier Ituzaingo, mobilisées contre l'épandage d'agro-toxiques dans ce quartier limitrophe à une grande exploitation agricole. En 10 ans de lutte, elles sont parvenues à obtenir l'interdiction de l'épandage par avion à moins de 1.500 mètres des habitants du quartier. Au tournant des années 2000, ce sont aussi des groupes de mères qui ont réussi à faire en sorte que le narcotrafic ne s'implante pas autant en Argentine, grâce à leur mobilisation contre le paco, une « drogue du pauvre » issue de résidus de cocaïne qui faisait des ravages auprès des jeunes des quartiers populaires. A la même époque, pendant la crise de la dette, il y avait beaucoup de femmes parmi les piqueteros qui organisaient les barricades pour bloquer les routes contre les mesures néolibérales. Elles étaient aussi actives dans les entreprises récupérées, comme à la textile Brukman où les ouvrières

ont eu un rôle politique très important en Argentine, en ouvrant également des réflexions sur les rapports inégalitaires de genre.

Et, ces dernières années, on peut voir en Argentine que ce sont les mouvements féministes qui parviennent à fédérer les luttes. Il faut savoir que, **dans les pays du sud, la plupart des gens travaillent dans le marché informel et ne peuvent pas se syndiquer. Les mouvements de femmes, fortement implantés dans les quartiers et l'économie informelle et défendant l'intérêt de toutes et tous, représentent bien plus que l'espace syndical.** Tous les ans, en juin, Ni Una Menos organise une assemblée générale à laquelle participent toutes les forces politiques de gauche : syndicats, partis, collectifs autonomes, piqueteras, mères de Place de mai, etc. Toutes ces organisations qui n'arrivent pas à se retrouver d'habitude, NUM parvient à les rassembler une fois par an pour se mettre d'accord sur un agenda commun des luttes. La capacité du mouvement féministe à fédérer les forces de gauche ne date pas d'hier. Les rencontres nationales des femmes, sont des espaces où des femmes de toutes ces organisations de gauche se retrouvent chaque année depuis quasi 40 ans. Mais, ces rencontres ne sont pas nécessairement des lieux pour fixer un agenda commun. C'est pourquoi, depuis quelques années NUM organise une assemblée où sont invités toutes les organisations pour cela. En juin 2022, l'assemblée s'est accordée sur un agenda de luttes pour l'allocation sociale.

Mouvements : on voit bien l'importance des femmes dans la résistance à la dictature et pour les mobilisations pour les droits sociaux, politiques, environnementaux. Mais comment expliquez-vous que les féministes réussissent à mobiliser aussi largement autour de luttes directement liées à l'oppression spécifique des femmes, comme celles pour le droit à l'avortement ou contre les violences patriarcales ?

Paola : Ce qu'on a appelé la marée violette de 2018 commence dans les universités avec des étudiantes qui dénoncent les agressions sexuelles dans la vague de MeToo. Mais elles questionnent le ciment de la société chilienne où, comme ailleurs, l'agression sexuelle est institutionnalisée depuis toujours. Rappelons que le Chili est une société féodale avec un droit de cuissage des patrons sur les paysannes, les employées de maison, ... En plein JT de 19h, une journaliste très connue a fait le parallèle entre les agressions sexuelles que subissent les étudiantes et celles que vivent les femmes de ménage. Ainsi, les féministes ne pointent pas du doigt des trucs ponctuels mais questionnent le ciment social du machisme et du sexisme. Elles identifient la société patriarcale et capitaliste comme cause de la violence de genre. Dans tous les combats féministes, on voit des femmes de toutes les classes sociales, ce qui est plutôt rare en Europe. Parce que quand elles s'attaquent aux violences patriarcales, les féministes chiliennes visent la hiérarchisation de la société, le pouvoir des patrons et des forces de l'ordre. Elles

sont dans des revendications sociales et démocratiques et arrivent à fédérer largement.

Natalia : En Argentine aussi les mouvements féministes sont fortement ancrés à gauche. La grande intelligence de NUM a été de ne pas se braquer sur des positions de principe mais de partir des besoins des victimes de violences et des proches des victimes de féminicides en les incluant dans leurs rangs et en menant un travail de déprivatisation de la violence. Cette lutte aurait pu être très facilement récupérée par un discours libéral ou d'extrême droite pour prôner plus de flics, plus de sécurité, plus de répression, comme a voulu le faire le gouvernement de droite en 2017 en augmentant les peines de prison pour féminicide, surtout histoire de

faire taire les mouvements féministes qui faisaient trop de bruit autour du droit à l'IVG. Mais NUM se positionne clairement pour une loi intégrale de prévention des violences de genre. Ceci implique le développement d'un programme d'éducation de genre dans les écoles primaires, la formation des fonctionnaires de la justice, de l'enseignement ou des forces de sécurité, la lutte contre les clichés sexistes véhiculés par les mass médias, des institutions de soutien aux victimes, l'accès gratuit aux aides juridiques,... Mais aussi, la lutte contre les programmes d'ajustement structurels, les plans d'austérité ou l'expulsion des territoires des populations paysannes et/ou autochtones,... des processus très violents dont les premières victimes sont des femmes et les enfants.



BRÉSIL : LULA PRESIDENT, UNE IMMENSE VICTOIRE POPULAIRE

Par Chantal Liégeois

Le 30 octobre 2022, Luíz Inácio Lula da Silva, 77 ans, a été élu président du Brésil pour la troisième fois. Lula a gagné avec plus de 60 millions de voix, contre le président sortant, Jair Bolsonaro, qui en a obtenu 58 millions. La lutte fut donc très serrée, moins de 2% séparant les candidats. C'est une immense victoire politique et sociale de la démocratie contre le néofascisme. C'est le fait politique majeur depuis le retour de la démocratie en 1985, qui a empêché l'extrême droite de rester au pouvoir et évité une défaite historique. C'est une grande victoire populaire : Lula a été élu par le vote des femmes, des jeunes, des plus pauvres et des moins scolarisés de la classe ouvrière, par la population noire et par les habitants du Nord-Est. Le panorama national et international de cet immense pays complexe, qui s'étend sur la moitié du continent latino-américain, en est bouleversé.

La campagne électorale fut dure, violente et difficile, dans un Brésil extrêmement fracturé, appauvri par 4 ans de néolibéralisme à outrance et près de 700.000 morts de la pandémie. Ces derniers mois, une machine de guerre électorale s'est mise en place. Dans un cadre de scandaleuse corruption, le Président Bolsonaro a approuvé de nouvelles prestations sociales d'urgence, valables seulement jusqu'à l'élection ! Ses alliés ont suivi le même jeu, que ce soit les pasteurs de l'Eglise évangélique pentecôtiste transformant leurs sermons en meetings politiques, des patrons harcelant leurs travailleurs pour voter Bolsonaro, sans oublier la sombre machine à fabriquer des fausses informations sur les réseaux sociaux et la peur de millions de personnes d'une possible intervention militaire, suggérée par le Président et ses partisans. Malgré tout cela, Bolsonaro n'a pas obtenu la majorité parmi les personnes les plus pauvres. La région du Nordeste a garanti la victoire.

Au lendemain de l'élection, des centaines de routes furent bloquées dans tout le pays, par les militants de Bolsonaro, refusant les résultats et revendiquant une intervention militaire. Ces actions étaient centralisées et coordonnées, avec la complicité de la police routière fédérale. Bolsonaro s'est tenu pendant 45 heures, ne voulant pas reconnaître sa défaite ; dans sa première allocution il a considéré les mobilisations comme légitimes. Les blocages de route ont tenu une semaine, 43 entrepreneurs privés viennent d'être mis en examen pour les avoir commandités. Une équipe de transition fut mise

sur pied, avec à sa tête le vice-président élu, Geraldo Alckmin, un libéral, ancien adversaire de Lula. De nombreuses commissions thématiques donnent un aspect démocratique à ce moment de transition pour discuter des politiques prioritaires du prochain gouvernement. Dans son premier discours, Lula a martelé l'importance de la lutte contre la faim touchant 33 millions de personnes, et un financement majoré pour les politiques sociales, critiquant le discours d'austérité et d'équilibre fiscal.

Quels enseignements tirer de cette élection ? Quelles clés pour comprendre ce qui émerge des urnes et des rues à partir de maintenant ?

Un aspect central est que l'extrême droite néofasciste s'est consolidée comme mouvement de masse durant ces 4 ans, avec une aile institutionnalisée par sa participation aux structures de l'Etat (ministères, municipalités et régions) et une aile radicale, néofasciste, tournée vers l'agitation publique. L'extrême droite a déplacé la droite traditionnelle et conservatrice, qui a fini par rejoindre au second tour l'ample alliance proposée par Lula. L'extrême droite sera fortement présente au Congrès (composé de 513 députés et 81 sénateurs). Le Parti Liberal-PL (sigle utilisé par Bolsonaro), à lui seul, aura 99 députés et 14 sénateurs. En alliance avec d'autres partis, la présence de l'extrême droite au Parlement, sera autour de 40%. À cela s'ajoute un poids important parmi les gouverneurs (10 des 27 états seront dirigés par l'extrême droite) et dans les

municipalités. Le Parti des Travailleurs (PT) de Lula compte, quant à lui, 80 députés et 9 sénateurs ; la méga-alliance du PT et ses alliés regroupe 138 députés.

Outre le soutien d'une bonne partie des forces armées, l'extrême droite brésilienne, s'appuie sur une base sociale de secteurs petits bourgeois et populaires, notamment ceux qui gagnent entre deux et cinq salaires minimums (450- 1100 euros) et ne s'identifient pas comme classe ouvrière. Ils défendent « l'esprit d'entreprise » des petits indépendants, régi par la logique de la méritocratie, dans une économie en crise où des millions de personnes essaient de survivre dans la plus grande précarité.

A cela s'ajoute le poids de l'église évangélique pentecôtiste qui accueille un tiers de la population brésilienne et qui s'est immiscée depuis plusieurs années en politique et encourage la théologie de la prospérité, combinée au discours réactionnaire sur les valeurs morales traditionnelles comme la condamnation de toutes les identités et orientations sexuelles et la domination patriarcale de la famille.

Bolsonaro a gouverné en faveur du grand capital et de la bourgeoisie agro-alimentaire, avec des transferts de fonds publics vers le capital privé, la privatisation des entreprises et du patrimoine publics, un processus déjà en cours depuis le

coup d'état parlementaire de 2016. Aujourd'hui, l'appui de certaines factions de la bourgeoisie à l'ample coalition autour de Lula, reflète les tensions entre cette bourgeoisie en lien avec le capital multinational, qui espère recevoir l'appui de capitaux étrangers pour apaiser tensions et conflits, avec une rhétorique de défense des institutions démocratiques et une aile plus radicale qui soutient les coups d'Etat, la répression et l'anéantissement des mouvements populaires, tant ruraux que urbains.

Par ses énormes et historiques inégalités sociales, le pays souffre de graves violences structurelles. Celles-ci se sont encore aggravées durant le gouvernement de Bolsonaro, accentuant le racisme contre les noirs, l'intolérance sociale et religieuse, banalisant les violences contre les femmes et les secteurs minoritaires comme les peuples indigènes et la population LGBT.

La victoire électorale n'est donc que le premier pas pour vaincre le néofascisme et pour

recupérer le pays après la dévastation perpétrée par le gouvernement sortant : la destruction systématique des droits du travail et de la sécurité sociale, les coupes budgétaires dans la santé et l'éducation et dans les programmes de politiques sociales, la destruction encouragée de la forêt amazonienne, ainsi que l'asphyxie financière des structures de l'Etat.

PAR SES ÉNORMES ET HISTORIQUES INÉGALITÉS SOCIALES, LE PAYS SOUFFRE DE GRAVES VIOLENCES STRUCTURELLES.

Le scénario international a aussi joué un rôle : l'élection de Biden (et la défaite de Trump, idole et allié de Bolsonaro) aux États-Unis, la tension inter-impérialiste entre les États-Unis et la Chine, aggravée par la guerre en Ukraine, a poussé les puissances impérialistes à exprimer leur soutien à Lula, afin qu'il joue un rôle prépondérant et modérateur sur la scène internationale et latino-américaine, au vu des différents gouvernements de gauche élus récemment. Sa présence à la COP 27 indique déjà clairement cette voie.

La large alliance électorale incorporant la droite traditionnelle a pour fonction d'assurer que Lula ne revienne pas sur l'héritage des réformes structurelles menées depuis 2016 et que la logique de conciliation de classe, qui a toujours marqué ses gouvernements, reste dans les limites imposées par l'agenda du grand capital. Concrètement, la droite essaie déjà d'imposer son programme, sur la question des finances entre autres, appuyée par les grands médias (TV Globo), agitant le risque d'instabilité des marchés.

Face au prochain gouvernement de Lula qui se présente comme « d'unité nationale » pour la démocratie, quels sont les défis pour les mouvements sociaux et la gauche brésilienne ?

Un premier point immédiat est de faire respecter les promesses de campagnes de Lula. L'équipe de transition discute de l'approbation d'une loi pour garantir le financement des programmes sociaux d'urgence, dès janvier 2023. Mais la

question principale est d'abroger immédiatement la loi sur le plafonnement des dépenses (PEC 95) qui bloque toute possibilité de budget pour les demandes sociales. Une autre mesure est l'exemption de l'impôt sur le revenu pour ceux qui gagnent jusqu'à 5 000 réals (900 euros), ce qui est le cas de grandes parties de la population.

La période à venir sera de luttes pour exiger la mise en place d'un programme social pour les pauvres, une augmentation réelle du salaire minimum, des investissements massifs dans l'éducation et la santé, une politique vigoureuse de logement populaire, la réforme agraire, la défense de l'agenda environnemental et des opprimés, promis par Lula.

Mais le PT devra plus que jamais remplir son rôle de conciliation de classe en se pliant aux exigences du capital financier. Il va demander aux organisations sociales de lui donner une trêve, le temps de « mettre de l'ordre dans la maison ». Le principal chantage sera que rien ne doit être critiqué, sinon cela pourrait renforcer l'extrême droite.

La situation va donc être difficile pour la gauche brésilienne, sous le prochain gouvernement perçu par les classes populaires comme « son gouvernement », mais dans les faits un gouvernement d'alliance avec la bourgeoisie. Il faudra tout à la fois faire respecter les demandes urgentes des travailleurs, lutter contre toute mesure gouvernementale qui signifie un recul des droits acquis et l'avancée

des politiques néolibérales et d'autre part répondre aux provocations et attaques de l'extrême droite néofasciste qui va exercer une pression permanente et une opposition féroce au gouvernement. **Il faudra donc favoriser la plus ample unité de tous les secteurs populaires et organisations de la classe ouvrière.**

Pour la gauche socialiste, qui a appuyé la candidature de Lula pour battre Bolsonaro, le plus important est de préserver la totale indépendance de ses organisations, de sa politique et de son programme, face au gouvernement et ne pas y participer, car cela est incompatible avec la lutte pour un gouvernement des

travailleurs et opprimés contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Il lui faut aussi lutter contre la cooptation des mouvements sociaux par le gouvernement, en appuyant toute initiative de mobilisation des mouvements et organisations sociales pour leurs justes revendications.

Les organisations de la classe ouvrière, y compris les syndicats, les mouvements sociaux et les organisations de gauche, devront aussi poursuivre la tâche d'empêcher la montée du fascisme et répondre par de massives mobilisations de rue à ses provocations de déstabilisation. On a gagné les élections mais la lutte continue.



LA VICTOIRE HISTORIQUE DE PETRO EN COLOMBIE ET DE BORIC AU CHILI OUVRE UNE NOUVELLE PHASE POUR LES CLASSES POPULAIRES EN AMÉRIQUE LATINE

Par Pietro Tosi
CIEP-MOC Bruxelles

Première partie : Une victoire historique en Colombie

Après un second tour tendu et incertain, Gustavo Petro a remporté les élections présidentielles colombiennes avec 50,4% des voix, battant l'opposant populiste de droite Rodolfo Hernandez qui a récolté 47,3%, soit une différence de 700 000 voix. Le taux de participation a été de 58 %, contre 54 % au premier tour et le plus élevé d'une élection colombienne depuis 1998.



doit être considéré comme le produit des luttes sociales qui ont secoué la Colombie au cours de la dernière période ; les manifestations étudiantes de 2018, le *Paro Nacional* de 2019 et, surtout, l'explosion sociale de l'année dernière déclenchée par le

L'ambiance parmi les partisans de Pacto Historico (Pacte historique, l'alliance de gauche dirigée par Petro) est jubilatoire et des millions de personnes célèbrent ce résultat véritablement historique. Dans un bastion de l'impérialisme américain ; où la gauche a toujours été confrontée à la violence brutale de l'État et des paramilitaires de droite - cette année seulement, 52 militants ont été assassinés - plus de 11 millions de personnes ont voté pour l'ancien guérillero du M-19, Gustavo Petro. Petro sera le premier président de gauche dans les 213 ans d'histoire de l'État colombien. Il est accompagné de sa camarade Francia Marquez qui deviendra la première vice-présidente noire de Colombie.

Les travailleurs, les jeunes et les masses opprimées tireront confiance de la victoire de Petro dans l'espoir qu'une nouvelle période s'ouvre, celle qui laissera derrière les régimes successifs de violence et de misère sociale qui ont dominé la Colombie pendant des décennies. En fin de compte, le triomphe de Petro et Pacto Historico

« *paro nacional* » (grève générale) qui a vu des millions de personnes descendre dans la rue aux quatre coins du pays. Les grèves et les blocus ont paralysé l'économie et la jeunesse radicale organisée dans « la primera línea » a héroïquement fait face à la répression brutale de l'État, menant un mouvement qui a secoué le capitalisme colombien jusque dans ses fondements. La campagne de Petro et Marquez a vu des centaines de milliers de personnes participer à des rassemblements à travers le pays, galvanisées par leur programme de changement : lutter contre les inégalités et la pauvreté stupéfiantes, adopter un système de santé publique universelle, mettre en œuvre les accords de paix avec les FARC et arrêter l'extraction des combustibles fossiles.

Défis, compromis et conciliation

Alors que ces résultats représentent un véritable revers pour la droite, qui est en plein désarroi, il ne faut pas se faire d'illusion sur la disparition pure et simple des

forces de la réaction. En fait, certains secteurs ont clairement indiqué qu'ils s'opposeraient au projet de Petro. De même, il ne faut pas sous-estimer le potentiel de violence paramilitaire de groupes liés par mille fils à la classe dirigeante colombienne. Le jour même des élections, deux militants du Pacto Historico ont été assassinés à Cauca, un avertissement macabre pour les autres.

Malheureusement bien que le Pacto Historico soit la plus grande force du Congrès, il est loin d'avoir une majorité. En effet, ils forment une coalition avec Comunes (le projet politique des combattants des FARC déclassés), le centriste Centro Esperanza, et surtout l'un des partis traditionnels du capitalisme colombien, El Partido Liberal. Afin de calmer les craintes des grandes entreprises et des investisseurs étrangers, Petro nommera un ministre des Finances modéré, tourné vers Alejandro Gaviria - un ancien candidat à la présidentielle dont Petro a critiqué la politique pour être « incapable de surmonter le néolibéralisme ». Tous ces mouvements vers la droite et, surtout, l'alliance avec le Parti libéral sont justifiés comme un moyen pour Petro de former un gouvernement stable qui peut voir à travers la législation.

Bien que Petro et d'autres justifient leur conciliation avec les personnalités de l'establishment en recherchant la « gouvernabilité », cela est extrêmement improbable dans la période actuelle. 40% de la population colombienne vit dans la pauvreté et 11% d'inflation en impactera beaucoup

plus. Alors que la Fed américaine augmente les taux d'intérêt, le peso colombien risque une nouvelle dévaluation, créant des problèmes pour la Colombie pour le service de sa dette extérieure, qui représente plus de 50 % de son PIB. Si Petro choisit de gérer simplement le capitalisme, il supervisera une plus grande misère infligée aux masses colombiennes et créera un espace pour que l'extrême droite se développe davantage.

Capitalisme colombien : développer ou changer ?

Ces questions sont au cœur de grandes contradictions du Pacto Historico : d'un côté les syndicalistes, les militants écologistes, les féministes et les militants antiracistes ainsi que les millions de travailleurs, de jeunes et de pauvres qui veulent qu'il soit un instrument de lutte qui peuvent se battre pour leurs intérêts. De l'autre côté se trouvent des personnalités de l'establishment qui se sont engagés à travailler dans les limites du système et à saper le plein potentiel de ce gouvernement populaire et de gauche. Pour mener à bien les luttes décrites par Marquez dans son discours au début de son mandat, il faut prendre le mal à la racine, c'est-à-dire à la violence, à la pauvreté et à l'oppression qui affligent les masses colombiennes sans compromis.

Deuxième partie : Le rejet de la nouvelle Constitution et les limites de la gauche au Chili

Comprendre le résultat du plébiscite du 4 septembre est crucial pour comprendre la nouvelle situation politique au Chili. Le 4 septembre, plus de 15 millions de Chiliens ont voté lors du plébiscite sur l'approbation d'une nouvelle Constitution. Cependant, plus de 61 % des Chiliens ont voté pour le « Rechazo » (pour rejeter la nouvelle constitution). Cela signifie maintenir le texte actuel, créé pendant la dictature de Pinochet et qui représente le début du néolibéralisme au Chili. Le résultat a surpris une grande partie de la gauche qui pariait sur la victoire de l'«Apruebo» (approbation de la nouvelle constitution), puisque la Constitution de Pinochet avait été durement répudiée lors des rébellions massives qui avaient débuté le 18 octobre 2019. La victoire du Rechazo représente une victoire de la droite chilienne et une défaite des politiques et de la coalition politique du gouvernement Boric. Ces forces ont donné la priorité aux accords avec la droite lors de la Convention constituante (l'organe et le processus qui ont débattu et rédigé la proposition de nouvelle constitution) par opposition à une campagne dans les rues pour remporter une victoire pour l'Apruebo.

PLUS DE 61 % DES CHILIENS ONT VOTÉ POUR LE « RECHAZO » (POUR REJETER LA NOUVELLE CONSTITUTION).

Pourquoi le Rechazo a-t-il gagné ?

La victoire du Rechazo ne signifie pas que le peuple chilien défende le maintien de la constitution Pinochet. Contrairement à ce que certains prétendent, le résultat n'indique pas un virage à droite dans la société. Elle exprime plutôt un refus des limites de la politique de conciliation du gouvernement Boric. Cela a été réalisé par sa coalition politique formée par l'alliance entre les partis d'Apruebo Dignidad (qui comprend le Frente Amplio de Boric et le Parti communiste) et Socialismo Democrático (qui comprend une bonne partie des partis qui étaient la base de soutien des gouvernements de l'ex-Concertación de Michele Bachelet, y compris le Parti socialiste et le Parti libéral).

Dans le même sens, beaucoup blâment exclusivement le rôle des fausses informations produites par les organisations d'extrême droite. Il est vrai que les mensonges et les distorsions grossières sur les changements qui seraient produits après la victoire de l'Apruebo, il est important de noter que la force des fake news ne grandit que dans un contexte de crise des organisations du mouvement social. Initialement, les masses chiliennes sont descendues dans la rue le 18 octobre 2019 pour lutter contre les mesures néolibérales du gouvernement de Sebastián Piñera et, en quelques semaines, les luttes se sont approfondies politiquement : une grève générale réussie a eu lieu le 12 novembre, au cours de

laquelle les mouvements sociaux et les syndicats ont exigé de vrais changements dans l'économie et une Assemblée constituante souveraine.

Malheureusement, les soi-disant « accords de paix » du 15 novembre 2019, signés et imposés de haut en bas par tous les partis de l'ordre (et cela inclut le Frente Amplio, le parti de Boric), ont tenté d'institutionnaliser et de contrôler la lutte populaire. La classe dirigeante craignait une nouvelle grève générale et le développement d'une situation incontrôlable. Après les accords des 15N, on a vu la victoire des formations de la gauche indépendante à l'élection des délégués à la Convention constituante en mai 2021 et la victoire de Gabriel Boric face à un représentant de l'extrême droite aux élections législatives de fin 2021. Cependant, tant les délégués constituants que le nouveau gouvernement chilien ont adopté une politique de conciliation, visant à maintenir la « stabilité politique ».

EN PLUS D'UNE PANDÉMIE QUI A PUNI LES COUCHES LES PLUS PAUVRES DE LA SOCIÉTÉ, IL Y A EU UNE INFLATION MASSIVE ET UNE HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES

Depuis, les conditions de vie de la population se sont considérablement détériorées : en plus d'une pandémie qui a puni les couches les plus pauvres de la société, il y a eu une inflation massive et une hausse des prix alimentaires. La Convention Constitutionnelle a approuvé un texte limité qui offrait de belles paroles sur le bien-être social, les droits des femmes, les droits des peuples autochtones et autres sans définir de mesures concrètes pour

faire de ces droits une réalité. Bien que le texte avait avancé en proposant la légalisation de l'avortement, il n'a présenté aucune proposition concrète pour la construction d'un système de santé public gratuit. De même, le texte ne proposait pas la nationalisation du cuivre et des autres ressources naturelles du Chili et garantissait en fait le maintien de la participation du secteur privé à l'exploitation des ressources naturelles du Chili. En d'autres termes, le texte approuvé par la Convention constitutionnelle ne répondait pas aux revendications issues des luttes qui avaient commencé en 2019.

Après le Rechazo : les avancées de la droite

La victoire de Rechazo a été avant tout une défaite pour la coalition qui gouverne aujourd'hui le pays. Pour la droite qui a soutenu le gouvernement de Sebastián Piñera ou même pour l'extrême droite, la victoire

de Rechazo signifie une opportunité de sauver de vieux projets qui représentent les intérêts politiques et économiques de l'impérialisme et des grandes entreprises. Boric en a été complice : depuis sa défaite au plébiscite, il a encore modéré sa politique, ce qui signifie en pratique faire de plus grandes concessions. Dans ce contexte, la tentative d'approbation d'un accord de libre-échange entre 11 pays d'Asie-Pacifique (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et

Vietnam), connu sous le nom de TPP-11, a été repris. Le traité propose non seulement l'ouverture des marchés et la mise en œuvre d'accords commerciaux, environnementaux ou technologiques entre les pays concernés, mais également de nombreuses attaques, notamment la mise en œuvre de contre-réformes du travail et l'approfondissement du processus d'exploitation des ressources naturelles du Chili par des capitaux financiers.

Si le Chili approuve le TPP-11, la taxation des produits étrangers ou le contrôle des sociétés transnationales disparaîtront pratiquement. Cela signifie ouvrir de plus grandes opportunités aux entreprises agroalimentaires internationales pour s'approprier librement les ressources naturelles chiliennes. Des questions telles que l'utilisation des semences ou la propriété intellectuelle ne seront plus définies par l'État chilien, mais par des tribunaux internationaux dominés par les grandes entreprises et les principales puissances signataires du traité.

Le processus de capitulation de Boric et du Frente Amplio face au maintien de la stabilité s'exprime dans le maintien de la répression étatique. Dès le premier jour du gouvernement, les carabiniers (police anti-émeute chilienne) et les forces armées ont agi librement dans leur violente répression contre les manifestants. Boric a non seulement échoué à libérer les prisonniers politiques de Piñera,

mais a maintenu la politique répressive des gouvernements précédents. Le résultat a été l'assassinat du journaliste par des militaires agissant avec le consentement des carabiniers et la militarisation croissante des conflits dans la région de Wallmapu. Récemment, le gouvernement Boric a contribué à l'arrestation d'Hector Llaitul, un représentant du peuple mapuche.

Vers un nouveau 18 octobre et au-delà des limites du gouvernement Boric

La situation au Chili continue d'être explosive. Contrairement à ce que prétendent les représentants du gouvernement et la presse officielle, il y a toujours une profonde conscience du malaise social créé par l'inégalité qui prévaut au Chili. Le peuple chilien a été confronté à un processus accéléré d'aggravation des conditions de vie.

SI LE CHILI APPROUVE LE TPP-11, LA TAXATION DES PRODUITS ÉTRANGERS OU LE CONTRÔLE DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES DISPARAÎTRONT PRATIQUEMENT.

L'aggravation des conditions sociales et les capitulations successives de Boric devant les intérêts du capital financier pourraient trouver une réponse à l'avenir

par une nouvelle vague de manifestations et de grèves. Quelques jours après la victoire de Rechazo, les rues de Santiago étaient occupées par des étudiants manifestant pour leurs droits, en plus de lever des slogans fondamentaux tels que : la libération des prisonniers politiques,

contre le TPP-11 et pour une assemblée constituante souveraine.

Le 22 septembre, dans le cadre d'une journée d'hommage aux dirigeants syndicaux assassinés par la dictature de Pinochet, s'est tenue une journée nationale de grève des ports au Chili. Par ailleurs, il y a déjà un appel à des mobilisations massives rappelant le début de l'explosion sociale le 18 octobre 2019.

Ce sont des signes de ce qui est à venir. Seule la relance de la lutte pourra inverser le processus croissant de capitulation de Boric et empêcher la croissance de l'extrême droite dans la prochaine période. Les luttes contre le TPP-11, la résistance contre la privatisation de l'éducation et la lutte contre la hausse des prix alimentaires dans les lieux de travail et les quartiers vont être cruciales dans le futur du peuple chilien.



SE MÉFIER DE L'EAU QUI DORT : FAIRE PARLER LA SCIENCE POUR RÉVEILLER LES CONSCIENCES KINOISES

Par **Géraldine Dezé**,
chargée de recherche et de plaidoyer chez WSM

Membre du réseau INSPIR, L'ONG FUTURAMA à Kinshasa mène un travail de terrain herculéen pour sensibiliser les habitants mais aussi ses élus locaux au sujet de la pollution des rivières de la capitale. Son outil de bataille ? Elle effectue elle-même ses recherches et ses échantillonnages, un parcours semé d'embûches mais aussi de beaucoup, beaucoup de déchets. Rencontre avec Céline Sikulisimwa, fondatrice de l'ONG.

Pourriez-vous présenter brièvement l'ONG Futura et ses objectifs ?

Céline Sikulisimwa : L'ONG FUTURA ENVI-4WARD est assez jeune, elle a été créée en 2019. Elle a comme projet de rendre l'environnement sain et viable en s'appuyant sur des études scientifiques rigoureuses tout en éveillant la conscience de la population sur les attitudes écoresponsables à adopter pour la sauvegarde de notre environnement et de la santé publique. En pratique, c'est sensibiliser la population locale à l'environnement et au développement durable; surveiller et défendre l'environnement en faisant des « monitorings » des cours d'eau et des milieux ambiants, ainsi que proposer aux politiques des outils de gestion efficaces pour la gestion des déchets locaux... Et ça c'est plus compliqué. (rires)

C'est à la fois un travail scientifique et de sensibilisation noble et de longue haleine ... Auriez-vous un exemple d'une de vos actions menées ?

CS : Notre point de départ est une étude scientifique réalisée par l'Université de Kinshasa en 2005 qui portait sur la pollution de métaux lourds (c'est-à-dire le plomb, le nickel, le chrome 6, etc.) dans les 4 rivières de la ville. Ces métaux provenaient essentiellement des activités urbaines mais aussi des industries locales de la ville. Sur bases des données de 2005, on a commencé à faire des projections dans le futur sur les 20 prochaines années. On y est : en allant sur le terrain, on a vu que la norme minimale de

pollution des cours d'eau était largement dépassée par rapport à nos prédictions. On a alors commencé à alerter les autorités locales, et on a entamé une bataille de sensibilisation à travers les médias de la ville qui depuis ne s'arrête plus. Les rivières sont devenues des décharges et ça nécessite un travail concerté.

Depuis, on fait ce que nous appelons un « monitoring » de ces rivières et on rencontre les populations vivant autour de ces cours d'eau et pour qu'elles les préservent dans leur état naturel. Nous nous sommes rendus compte que les populations les plus pauvres qui vivent autour de ces cours d'eau étaient 1) les plus exposées à cette pollution 2) parmi les plus pauvres de la ville, et 3) pas informées ou sensibilisées au problème. Ce « monitoring » est une analyse métrologique (la science des mesures) des facteurs pollution des rivières. Ça paraît très technique et compliqué à comprendre sur papier, mais vous savez, pour ce genre de thématique, si on n'a pas les preuves, c'est difficile de convaincre les politiques et de sensibiliser la population. C'est du concret, les chiffres ne mentent pas.

On sensibilise les écoles, élèves comme professeurs, pour faire comprendre l'importance de la rivière et de leur responsabilité dans la gestion de celle-ci, de l'environnement et de la vie en générale. On va aussi dans des marchés pour parler avec quelques mamans. On mène des actions ciblées, on échange avec les étudiants, etc... Toutes ces populations qui souffrent

n'ont pas beaucoup de moyens elles non plus et pourtant elles sont les premières victimes.

Qu'est-ce que vous avez observé par rapport à cette étude de 2005 ?

CS : D'abord, que dans beaucoup de tronçons du cours d'eau, il n'y a plus aucun poisson, zéro ! et même chose pour les batraciens qui disparaissent de plus en plus. Il n'y a presque plus de vie aquatique. C'est une catastrophe écologique car les dégâts causés par la pollution des eaux ne sont pas périodiques, mais bien installés et permanents. Avant, ces rivières regorgeaient de vie aquatique, on entendait les carpeaux croasser, il y avait aussi des oiseaux qui venaient chasser... Maintenant il y a une absence totale d'eau par endroits, juste des tonnes de déchets qui s'amassent et jonchent le sol. Ensuite, on a croisé avec cette étude sur les dégâts que cela provoquait sur la santé de l'être humain et on a observé l'augmentation de maladies et de pathologies comme la fièvre typhoïde ou l'augmentation de cancers.

Quels sont les obstacles que vous rencontrez quand vous faites ces analyses scientifiques ou ce travail de sensibilisation ?

CS : (Rires) On n'a pas accès aux sites d'eaux usées par les industries, car ce sont des sites protégés. Et puis les rivières maintenant ne sont plus accessibles à certains endroits pour faire ce monitoring parce qu'il y a des constructions aux abords de ces rivières, donc on ne peut

plus faire d'échantillonnage. Un autre obstacle est la présence des déchets qui s'accumulent quotidiennement dans les rivières et donc on doit aller plus toujours plus loin pour trouver de l'eau, ce qui peut mettre l'équipe en danger. Et puis vous savez, tout prend beaucoup de temps, on ne peut pas avancer seul. On manque d'équipements, de laboratoire sophistiqués, etc. Alors, on travaille avec d'autres ONG et des laboratoires : d'un côté c'est bien parce que nous travaillons en solidarité, mais de l'autre, cela prouve que l'on manque de moyens financiers.

Qu'est-ce qui est fait à Kinshasa en matière de gestion de déchets ?

CS : Rien n'est fait sauf quelques programmes locaux, comme celui KIN BOPETO qui est le plus connu, celui du balayage de rues. Le projet est louable, mais on en fait quoi de ces déchets une fois qu'ils sont balayés ? Ils sont rejetés dans les rivières, tiens ! **En somme, il ne s'agit pas juste de nettoyer les rivières ; la question qui se pose après c'est : qu'est-ce qu'on en fait de ces déchets collectés ? Comment les détruire ?** C'est là, le vrai plaidoyer ! Il faut donc disposer des sites de recyclage des déchets. On a fait une étude qui montre que 65% des déchets collectés en ville sont biodégradables. Donc ceux-là peuvent servir de compost ou consacrés à la production de biogaz, par exemple. Ce qui n'est pas fait. Les 35% restant c'est le plastique (17%), les métaux, les déchets cartons, les verres, et les textiles (4 à 5%). Ici, comme tu sais, on importe beaucoup de vêtements de

seconde main en Afrique. Kinshasa n'est pas épargnée. C'est une bonne idée en théorie mais la vie de ces vêtements est de courte durée et ils sont jetés dans les rivières... Bref, un vrai cercle vicieux.

Voyez-vous des avancées politiques ? Qu'est-ce que vous proposez concrètement aux pouvoirs publics ?

CS : Les autorités politiques ont mis en place un institut de santé publique qui prendra en compte la question environnementale dans le cadre de la couverture santé universelle. Ce qui est déjà une bonne chose. Mais pas suffisante. Il faut s'attaquer à l'amont et à l'aval du problème, et c'est ce que notre travail s'efforce de faire. On a donc produit un document pour interpeller les élus locaux en proposant des pistes de solution. Il faut un assainissement global de la ville et qu'elle construise des d'incinérateurs pour la gestion des déchets non biodégradables ou des stations d'épuration d'eau

au lieu de fosse sceptiques, qui ne sont pas adaptées à notre ville. On a cherché à discuter avec les 24 bourgmestres de la ville, pour les conscientiser sur l'ampleur du problème et les aider à mettre en place des politiques de gestion communale des déchets. Mais depuis, on n'a plus de nouvelles ...

Un petit mot d'espoir ?

CS : Il faut aussi souligner que la population est très réceptive à notre combat, et elle coopère à sa manière : parfois c'est elle-même qui vient nous donner des informations pour nous aider à avancer dans nos études, telles que des pratiques commises par les industries. Et lorsqu'on rapporte ça aux politiques, on se rend compte qu'ils ne sont pas du tout au courant. Bref, nous croyons vraiment que nous pouvons faire bouger les choses si chacun y joue de sa partition. On y arrivera, j'en suis sûre.



LE SRI LANKA APRÈS LA CHUTE DU GOUVERNEMENT

Entretien réalisé par Nada Ladraa,
CIEP-MOC Bruxelles

Depuis mars 2022, le Sri Lanka, nation-île située dans l'océan Indien au sud de l'Inde, a attiré l'attention de la presse mondiale à cause de sa crise économique et des protestations massives qui ont pris les rues pour y répondre. Cette crise, liée à la financiarisation de l'économie, avec un poids énorme de la dette publique et des politiques d'austérité, des mobilisations populaires et une répression étatique de l'opposition et de la résistance, a des caractéristiques qui ne nous sont pas inconnues. Entretien avec Balasingham Skanthakamur de l'Association des Chercheurs en Sciences Sociales, basé à Colombo.



Occupation du palais présidentiel du Sri Lanka, juillet 2022

Mouvements : Que s'est-il passé ces sept derniers mois depuis mars 2022 ?

Balasingham Skanthakamur : Le Sri Lanka connaît un mois de novembre plutôt calme, surtout en comparaison avec les mois surprenants entre mars et juillet. Par contre, personne ne sait combien de temps il reste avant de voir une autre tempête de rage populaire et de protestations. Les mouvements de masse qui ont pris les rues, assiégé les bureaux du président et même, pendant une certaine période, occupé le palais présidentiel, se sont dispersés face à la difficulté de trouver un plan d'action clair pour des changements structurels. A la place, le nouveau gouvernement a reconfiguré la vieille élite politique qui a donc réussi à arrêter les protestations publiques au nom de la stabilité politique et de la reprise économique.

Quelles sont les causes, lointaines et proches, de cette situation ?

BS : La crise économique de 2021 est une crise budgétaire et fiscale profonde.

Le Sri Lanka n'a maintenant plus que 300 millions de dollars américains (en monnaie étrangère, donc) dans ses réserves publiques. Cela signifie que le Sri Lanka a assez d'argent pour ne payer qu'une seule semaine d'importations. On considère qu'un pays économiquement stable doit avoir des réserves pour payer au moins trois mois et demi d'importations. Concrètement, ce manque de monnaie étrangère s'est traduit en manque de plusieurs biens de première nécessité (et donc aussi une augmentation constante de leurs prix) comme le sucre, le lait en poudre, des fertilisants et pesticides, de la farine, des médicaments ...

En réalité cette crise n'est rien d'autre que le symptôme de problèmes qui perdurent depuis très longtemps. Pendant 450 ans, le Sri Lanka a été colonisé, par les portugais d'abord, puis les néerlandais et ensuite les britanniques. **Ces siècles de domination et d'occupation étrangère ont défini la place sri-lankaise dans l'économie capitaliste mondiale.** A travers une division internationale du travail, qui consiste à forcer les

ex-pays colonisés à la production agricole et à l'industrie légère à forte intensité de main-d'œuvre, alors que les pays riches produisent des biens industriels et des exportations à haute intensité de capital, le Sri Lanka se retrouve en désavantage permanent sur le marché mondial, même après l'indépendance formelle de 1948.

En effet, l'économie du pays est encore structurée par le colonialisme et le néocolonialisme, ce qui nous rend très vulnérables à tous les chocs économiques. Par exemple, pendant la pandémie COVID-19, la chaîne logistique mondiale a touché négativement l'industrie du vêtements prêt-à-porter. Plus récemment, la guerre russe en Ukraine a aussi touché le pays avec des augmentations de prix de la nourriture, surtout de la farine. En même temps, la demande pour le thé 'Ceylon' et le nombre de touristes ukrainiens et russes ont aussi diminué.

Le thé est l'un des produits d'exportations agricoles les plus importants. Il est aussi la deuxième plus grande source de revenu sri-lankais après les vêtements. Mais le thé n'est pas une production indigène. Il a été introduit au milieu du 19^{ème} siècle par les Britanniques pour répondre à la demande de cette boisson dans leur pays, après que les cultures de café n'aient pas survécu à différentes maladies. L'objectif de la division internationale du travail imposée par le colonialisme et l'impérialisme est d'empêcher l'industrialisation pour rendre les pays à la périphérie des grandes puissances pauvres et dépendants. L'industrialisation limitée et simple du Sri Lanka se concentre sur la fabrication – à travers la force de

travail peu chère et exploitée des femmes – de vêtements à exporter aux Etats Unis et en Union Européenne, avec 60% des matières premières importées d'autres pays. Ceci est un piège systémique, à la racine de nos problèmes : **les produits de consommation nécessaires ne sont pas produits ici et ce qu'on produit n'est pas pour notre consommation.**

Plusieurs régimes successifs ont réussi à équilibrer le déficit commercial et la balance de paiement, à travers des gros emprunts. Au début, des emprunts venaient d'une « aide bilatérale » des pays riches et d'une « aide multilatérale » d'institutions financières comme la Banque Mondiale et la Banque Asiatique de Développement. Mais, comme le pays a été évalué comme un pays à « revenu inférieur moyen », il a commencé à ne plus être admissible pour des prêts concessionnels et a donc dû se replier sur des crédits privés à travers des Eurobonds (obligations souveraines internationales).

Ceci s'est arrêté en 2020, lorsque les agences de notations internationales ont déclassé la dette du Sri Lanka, car il était clair que l'économie avait beaucoup de problèmes avec des très fortes chances d'incapacité de payer la dette existante. Le Sri Lanka a commencé à vider ses réserves de devises étrangères au service de sa dette externe et pour payer les importations, qui coûtent le double des revenus générés par ses exportations. Ceci a été la cause immédiate de la crise économique qui a mené à la faillite et au défaut de paiement de la dette en 2022.

C'est donc ici que la dette envers la Chine joue un rôle plus important ?

BS : Oui, mais j'aimerais souligner que, si les médias indiens et occidentaux ont tendance à blâmer la Chine pour la dette et crise sri-lankaise, seulement 20% de la dette totale est envers la Chine ; alors que quasi 50% provient des obligations souveraines internationales qui sont détenues par des créanciers privés. J'ajouterais aussi que les sri-lankais ne sont pas hostiles à la Chine, qui est vue comme un pays ami malgré ses projets de méga-développement qui n'ont pas bénéficié la majorité de la population. Par contre, même si l'Inde a consacré quasi 40 million de dollars américains de prêt au Sri Lanka pour financer ses importations de fuels, fertilisants et produits pharmaceutique, elle est vue avec plus de suspicion en tant qu'hégémonie régionale qui intimide ses voisins.

Revenons à la lutte de cette année. Peux-tu nous parler plus des mouvements sociaux ?

BS : Les protestations massives se sont surtout déroulées entre avril et juillet. Depuis fin Juillet, nous sommes dans une période de retrait et de désorientation, avec un manque de leadership uni et sans vision claire pour le futur. Le nouveau gouvernement symbolise la victoire d'une certaine rhétorique qui souligne l'importance d'unité et paix sans confrontations liées aux protestations sociales. Il y a, plutôt, un appel à l'unité nationale pour résoudre les problèmes économiques.

Les mobilisations étaient essentiellement décentralisées, autour et à l'intérieur de la capitale Colombo. La population urbaine, à travers toutes les classes sociales, a été particulièrement sensible à la crise économique puisque ses besoins primaires étaient en danger : le gaz pour cuisiner, les



emplois et les moyens de substances de l'économie informelle, le manque de carburant pour les transports et la mobilité, ... En général, les gens ont vu leurs revenus diminuer ou même disparaître, alors que le coût de la vie est en train d'exploser.

Est-ce qu'un groupe a pu coordonner ces actions massives ?

BS : Personne ne peut s'attribuer le mérite du mouvement populaire : c'était une réponse organique et spontanée aux frustrations des gens. La plupart des participant.e.s n'étaient pas actifs politiquement. Ils et elles avaient peut-être déjà voté pendant les élections mais là s'arrêtait leur implication politique. Dans le même temps, la gauche du Sri Lanka n'a pas réussi à assumer le leadership ni à donner une direction viable à ce mouvement.

Ceux et celles qui sont sorti.e.s dans la rue sont ceux et celles qui sont oublié.e.s par les organisations classiques, politiques et syndicales : les jeunes, les femmes, les classes urbaines les plus pauvres et, même, certain.e.s salarié.e.s. Au sein de la gauche, il y a un sentiment général d'impuissance et un manque d'espoir et de perspectives. Par exemple, les organisations politiques et syndicales se sont surtout concentrées ces derniers mois sur la répression étatique et la violation des droits humains, sans s'attacher prioritairement à organiser la mobilisation contre

la dévastation économique et les défail- lances du gouvernement et de l'establish- ment. Elles n'arrivent pas à proposer une voie de sortie de crise qui soit bénéfique aux exploité.e.s et opprimé.e.s.

Quels sont tes espoirs et craintes pour le futur ?

BS : Je crains que le pire de la crise écono- mique soit encore devant nous. En 2023, le Sri Lanka veut s'attaquer à la dette. Mais d'où viendra cet argent alors que l'éco- nomie s'est contractée de 10% et qu'il n'y a pas d'investissements étrangers directs, ni d'augmentation des recettes

EN GÉNÉRAL, LES GENS ONT VU LEURS REVENUS DIMINUER OU MÊME DISPARAITRE, ALORS QUE LE COÛT DE LA VIE EST EN TRAIN D'EXPLOSER.

d'exportation et des recettes touristiques ? Même si un accord est conclu avec le Fond Monétaire International dans les prochains mois,

ce gouvernement de droite et autoritaire continuera son traitement de choc écono- mique au service des classes dominantes. Les conditions de vie des pauvres et de la classe moyenne continueront d'être gravement affectées. De plus en plus de jeunes essayeront de quitter le pays pour une vie meilleure. Mon seul espoir dans ce scénario sombre est que le mouvement populaire se relève encore, pour éliminer le régime en place, jeter dehors cette classe politique et lutter pour que le système change.

LES DROITS HUMAINS N'ONT PAS DE PRIX !

Par **Géraldine Dezé**
et **Jennifer Van Driessche,**
WSM

Qui veut d'un vêtement tâché par des conditions de travail indécentes, d'un smartphone fabriqué avec des minerais extraits par des enfants, de bananes garanties 100% de violations de droits syndicaux, de viande importée issue de la déforestation ? Pas grand monde ! Et pourtant... Une large gamme de produits que nous trouvons dans les magasins peut contenir des traces de graves violations des droits humains, sociaux ou environnementaux. Aucun secteur économique n'est exempté. Mais, bonne nouvelle, tant en Belgique qu'en Europe, des textes de loi sont en cours d'élaboration pour obliger toutes les entreprises à respecter ces droits. Et surtout, un large mouvement de la société civile s'est mis en place pour obtenir des textes ambitieux, pour mettre fin à l'impunité des entreprises. Suivez le mouvement!

Les changements sociaux se produisent parce que les gens remettent en question la façon dont les choses sont autour d'elles-eux : un environnement de travail dangereux ou des soins de santé trop coûteux, par exemple. Or, nos économies d'ici et d'ailleurs sont de plus en plus interdépendantes, faisant la belle aux multinationales dansant la valse de l'impunité mondiale. Travailler ensemble au niveau international permet alors de politiser

« WSM ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX SE RASSEMBLENT PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES POUR SE FAIRE VOIR ET ENTENDRE. »

les débats : « *WSM et les mouvements sociaux se rassemblent par-delà les frontières pour se faire voir et entendre.* », affirme Antoinette Maia, coordinatrice de l'équipe chargée de l'animation de WSM du côté francophone de la Belgique.

Non seulement les travailleur-euses du monde entier rencontrent souvent les mêmes problèmes, mais ils-elles sont aussi plus proches les un-es des autres qu'il n'y paraît à première vue. Chaque jour, 7 600 personnes meurent à la suite d'un accident ou d'une maladie causés par leur travail. Au Bangladesh, au moins 49 personnes sont mortes dans l'incendie d'un dépôt de conteneurs d'une entreprise néerlandais-bengalaise dans le port de Chittagong, début juin. Au moins 6.750 personnes, toutes des travailleur-euses étrangères, ont été tuées pendant la construction des infrastructures de la Coupe du monde 2022 au Qatar. En juin

2021, un bâtiment scolaire en construction à Anvers s'est effondré. Conséquence : cinq décès, tous des travailleur-euses étrangères également. En juillet 2022, sur un chantier du port d'Anvers, en Belgique, 55 travailleurs philippins et bangladais ont été découverts en situation d'esclavage moderne, a annoncé

le parquet de la ville. Les usines automobiles belges accordent une attention permanente à la sécurité de

leurs travailleur-euse-s, mais c'est beaucoup moins le cas pour leurs collègues qui travaillent dans les mines situées en amont de la chaîne de production. À l'origine de tout cela : l'argent et le profit qui priment au détriment des vies humaines. Il faut que cela change.

Que faire ? Exiger une loi sur le devoir de vigilance

Les droits humains ne peuvent pas être une variable d'ajustement du prix de nos consommations. Nos choix de consommation peuvent influencer en partie des décisions économiques, mais c'est surtout sur l'offre qu'il faut agir. Nous avons besoin d'un cadre régulateur qui place les droits humains et l'environnement au cœur des choix de gestion des entreprises.



En tant que citoyen-ne, vous pesez bien plus que les votes que vous exprimez lors des élections. Notre force est de pouvoir lancer ces actions ensemble et de faire remonter nos revendications aux institutions concernées pour faire bouger les lignes. Cette cohésion d'ici et d'ailleurs renforce et pousse au changement : c'est la politisation des débats sociaux. Avec une coalition d'organisations de la société civile, WSM et la CSC mènent depuis des mois une campagne intensive sous le slogan « *#Made with Respect : les droits humains n'ont pas de prix !* »

Et pour cause, le commerce mondialisé ne permet pas aujourd'hui d'établir ni la transparence sur les chaînes d'approvisionnement. Les entreprises qui font fabriquer ou qui commercialisent les produits peuvent trop facilement dire qu'elles ne savent pas ce qui se passe chez leurs sous-traitants. **Compter sur la bonne volonté des entreprises n'est pas suffisant**, comme l'a montré une étude de la Commission Européenne qui a révélé qu'actuellement, seules 37 % des entreprises du continent pratiquent une forme de diligence raisonnable, et malheureusement souvent imparfaite. Pendant ce temps, les entreprises qui ne se soucient pas d'éventuelles violations commises au sein de leurs chaînes de valeur se contentent de poursuivre leurs activités, en toute impunité. Il est donc urgent d'harmoniser les règles pour toutes les entreprises !

Les cadres légaux sont actuellement insuffisants pour garantir des 'règles du jeu' de ce commerce mondial qui respectent un socle de règles sociales et environnementales incontournables.

#Made with Respect

C'est pour cette raison qu'une loi sur la responsabilité des entreprises qui les obligerait à **identifier, prévenir, (faire) respecter, faire cesser et remédier toute violation des droits humains, sociaux, et des normes environnementales** dans toutes leurs activités et celles de leurs filiales, fournisseurs et sous-traitants, **est primordiale.**

Une enquête réalisée en 2021 par le CNCD-11.11.11 et la European Coalition for Corporate Justice (ECCJ) montre que 86 % des citoyen·nes sont d'accord avec l'idée que les entreprises devraient être légalement tenues de garantir qu'aucune violation des droits humains, comme le travail forcé ou l'accaparement de terres, ne se produise dans le cadre de leurs activités. Il en va de même, estiment 85 % des sondé·es, pour les dommages environnementaux tels que la pollution de l'air ou la destruction de la biodiversité en dehors de l'UE. Les citoyen·nes sont donc conscient·es de la nécessité d'un changement, mais pour cela, il est nécessaire de légiférer sur la responsabilité partagée du monde politique et du monde des affaires.

Ensemble, changeons la donne !

Au Togo, Jules, un délégué du syndicat Sydemines* dans la cimenterie ScanTogo (filiale du groupe Heidelberg, 2^{ème} grand groupe cimentier du monde) à Tabligbo, ne perd pas espoir : « *Nos enfants grandissent sous la poussière qui tombe de ScanTogo. Nous devons continuer à tenir l'entreprise pour responsable, sinon Tabligbo sera un jour invivable. C'est pourquoi nous continuons, avec nos collègues et tous les habitant·es du quartier, à nous battre pour le changement.* »

Ce qui était considéré comme impossible il y a cent ans est aujourd'hui une réalité dans certains pays : une journée de travail de huit heures, une pension, un enseignement gratuit, une assurance maladie (quasi) universelle, le suffrage universel, ou encore l'abolition du travail des enfants. Cruciaux, ces changements sociaux ne sont pas sortis du chapeau du jour au lendemain. Ils sont le résultat de luttes parsemées d'embûches qui ont fini par porter leurs fruits. Comme a déclaré sister Lissy, du National Domestic Workers Union (NDWM) en Inde*, partenaire de WSM : « *Nos droits ne nous sont pas donnés, il faut se battre pour les obtenir.* »



Comme le dit Arianne Estenne, présidente du MOC : « si le moment critique est global, la réponse doit l'être aussi. ». On y croit ! * Organisations avec lesquelles WSM collabore.

À nos responsables politiques : Sifflez la fin de l'impunité, signez la loi !

Augmentons la pression pour des législations ambitieuses sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de droits humains ! La campagne « Made With Respect : les droits humains n'ont pas de prix ! » a été lancée pour

pousser à des législations belge et européenne ambitieuses sur le devoir de vigilance, afin que les consommateur·trices n'aient pas à se demander si leurs achats ont bien été fabriqués dans le respect des personnes, de l'environnement et des droits sociaux. Tant que cette législation n'est pas en place, travaillons ensemble pour convaincre les responsables politiques. Cela ne prend qu'une minute : rendez-vous sur www.madewithrespect.be pour toutes les informations, et interpeller nos responsables politiques.



EN BREF De quoi parle-t-on ?

Le devoir de vigilance est une obligation faite aux entreprises multinationales d'être vigilants dans toutes leurs activités et de respecter une norme dite de « diligence raisonnable ».

La « diligence raisonnable en matière de droits de l'homme » est citée dans les Principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits humains. Elle renvoie à une procédure de gestion continue, qu'une entreprise raisonnable et prudente se doit de réaliser pour respecter les droits humains. **se doit de réaliser pour respecter les droits humains.**

Le devoir de vigilance dans la pratique

Les entreprises doivent élaborer un plan de vigilance et le mettre en œuvre. Elles doivent prendre les mesures nécessaires pour que les droits humains, le droit du travail et les normes environnementales soient respectés dans leur chaîne. Il s'agit d'un processus continu dans le temps.

Pour ce faire, il faut:

1) **cartographier** l'ensemble de la chaîne jusqu'aux derniers maillons (fournisseurs, fournisseurs des fournisseurs, etc, jusqu'au dernier maillon);

2) **identifier** les endroits où il existe des **risques de violation** (par exemple, risques de travail des enfants, de travail forcé, de pollution de l'environnement.);

3) **prendre les mesures nécessaires pour remédier** immédiatement aux violations existantes et prévenir les violations futures;

4) **évaluer** régulièrement les mesures adoptées;

5) veiller à **indemniser** les victimes si des violations sont commises malgré tout;

6) **communiquer de manière transparente** sur l'ensemble de ce processus.

Passez à l'action!

Le devoir de vigilance n'est pas une problématique lointaine, elle **nous concerne tous**. Plus les conditions de travail sont mauvaises ailleurs, plus les chances sont grandes qu'elles se détériorent chez nous. Mais la **concertation sociale** dans nos propres entreprises peut changer les conditions de travail ailleurs dans le monde.

En tant que militant, vous pouvez mettre cette question **sur la table des négociations** et devenir la force motrice d'un changement nécessaire.

Pensez-vous que le respect par les entreprises des droits humains, du travail et de l'environnement est important ?

Alors, rendez-vous sur la boîte à outils que propose la CSC à ses militant·es à ce propos: <https://www.lacsc.be/csc-militant/themes/le-devoir-de-vigilance>

AGENDA

FESTIV'ASSEMBLÉE

VENDREDI 10 MARS 2023

Organisateur : Equipes populaires Bruxelles et Housing Action Day

Adresse : DK, rue du Danemark, 70b, 1060 Saint-Gilles

Assemblée festive pour préparer la mobilisation européenne pour le droit au logement.

Infos et précisions à venir sur

<https://www.facebook.com/belgianhousingactionday>

MANIFESTATION POUR LE DROIT AU LOGEMENT – HOUSING ACTION DAY

DIMANCHE 26/03/2023 – HEURE ET LIEU À CONFIRMER

Organisateur : Equipes populaires Bruxelles et Housing Action Day

Manifestation Européenne pour le droit au logement – **Save the date !**

Infos et précisions à venir sur

<https://www.facebook.com/belgianhousingactionday>



After the war », par l'artiste et activiste ukrainienne Katya Gritseva